



# défis Sud

Numéro 129 Bimestriel mars avril 2016 (ne paraît pas en février) Rue aux Laines, 4 1000 Bruxelles Bureau de dépôt Bruxelles X N° d'agrément: P307409



---

**DOSSIER**  
**Banque mondiale,**  
**erreur sur la marchandise**

---

**CINÉMA**  
***Demain, passons à l'acte***

---



[WWW.TOUSTROMPÉS.BE](http://WWW.TOUSTROMPÉS.BE)



# TROMPÉS!

[WWW.TOUSTROMPÉS.BE](http://WWW.TOUSTROMPÉS.BE)



Banque  
internationale  
pour la Reconstruction  
et le Développement



Centre  
international  
pour le Règlement  
des Différends relatifs  
aux Investissements



Association  
internationale  
de Développement



Agence  
multilatérale  
de Garanties  
des Investissements



Société  
financière  
internationale



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

# Les paysans au cœur des enjeux électoraux

L'état du monde n'incite pas à l'optimisme. Les guerres, le terrorisme, les populations en exil, les vagues de réfugiés, le réchauffement climatique, les crises économiques et les famines sont des motifs de découragement.

Depuis des décennies, les ONG de développement appuient, grâce au soutien des citoyens du Nord, des initiatives prises par des populations du Sud afin d'améliorer sur le long terme leurs conditions d'existence. Si les opinions publiques du Nord sont amenées à ne percevoir les pays du Sud que comme un ensemble voué aux pires tragédies, l'édifice patiemment construit par ces ONG et leurs partenaires du Sud risque-t-il d'être ébranlé ? Nous ne le pensons pas.

Un exemple : en République démocratique du Congo (RDC), les paysans prennent conscience de leur poids dans les enjeux politiques. Représentant jusqu'à 80% de la population active, ils veulent s'exprimer dans les débats qui les concernent directement.

Les temps changent en RDC. Des élections locales, provinciales, parlementaires et présidentielles sont prévues en 2016 et 2017. Les petits producteurs devront se défendre au cours des prochaines législatures. Ils ont organisé une Table-Ronde à Kinshasa, en mars 2016, ayant pour thème : « Agriculture familiale, enjeu électoral pour 2016 en RDC ».

Regroupés au sein du Comité national pour la promotion de l'agriculture familiale (CNAPF), ils ont pris des engagements communs<sup>1</sup> qui seront soumis à l'ensemble des candidats aux prochaines élections.

Dans ce pays-continent, aux réalités complexes, il n'est pas anodin d'être parvenu à cette prise de position collective. Les paysans ressentent en effet la nécessité d'unifier leur action, dans un contexte où leur gouvernement privilégie le développement de Parcs agro-industriels<sup>2</sup>, sans aucune garantie de contrepartie.

La liste des revendications est longue. Les problèmes à surmonter sont difficiles : insécurité foncière, accaparements, dégradations des infrastructures, taxes illégales, faiblesse des budgets, mirage de l'agroindustrie, etc.

Les combats des paysans congolais seront donc longs. Si les échos de leurs engagements positifs pouvaient remonter à la une de l'actualité, l'image donnée du Sud dans les médias traduirait la complexité de la construction d'un monde pas forcément condamné à la tragédie. ♦



Pierre Coopman,  
rédacteur en chef de Défis Sud

**Les temps  
changent  
en RDC.**

<sup>1</sup> Un Acte d'engagement et une Charte rédigés au terme de la Table-Ronde sont disponibles sur le site : [www.sosfaim.be](http://www.sosfaim.be)

<sup>2</sup> Parcs de l'espoir ou de la chimère ? », Défis Sud N° 119, juin 2014

# sommaire

## n° 129



Photo © GRET.

### AFRIQUE DE L'OUEST

#### Comment développer la filière du lait local

Des investissements afin d'améliorer la production laitière en Afrique de l'Ouest sont nécessaires. Cela passe par une meilleure protection commerciale du lait local.

**6 - 8**



Photo © Mely Production.

### CINÉMA

#### Demain, ou l'apologie du passage à l'acte

Cyril Dion, le réalisateur du film Demain et cofondateur du mouvement Colibris avec Pierre Rabhi, était de passage à la Foire du Livre de Bruxelles. Il a commenté des extraits du désormais célèbre documentaire.

**41 - 43**

Directeur de la publication: Jean-Jacques Grodent. Rédacteur en chef: Pierre Coopman. Conseil éditorial: Laurent Biot, Christophe Brisme, François Cajot, Pierre Coopman, Freddy Destrait, Antonio Gambini, Jean-Jacques Grodent, Olivier Hauglustaine, Marc Mees, Virginie Pissoort, Claire Stoeckel, François Vandercam. Collaborateurs: Charline Cauchie, Agathe Dananai, Yves Dewulf, Mohamed Gueye, Philippe de Kemmeter, Inoussa Maiga, Alice Martin-Prével, Bérénice Petit, Sabine Schrader, Claire Stam. Couverture: Per-Anders Pettersson/ Getty Images. Rédaction: Rue aux Laines, 4, 1000 Bruxelles. tél. 32 (0)2 511 22 38 Réalisation: Studio Marmelade. Impression: Daddy Kate. Défis-Sud est une publication de SOS Faim. Défis-Sud est un forum où des auteurs d'horizons divers s'expriment sur les thèmes du développement. Tous droits de reproduction réservés. Les articles n'engagent que leurs auteurs. Les titres et les sous-titres sont parfois de la Rédaction. E-mail: pco@sosfaim.org Site web: www.sosfaim.be

Imprimé sur papier recyclé. Éditeur responsable: Olivier Hauglustaine - rue aux Laines, 4 - 1000 Bruxelles. Défis Sud bénéficie du soutien de la Direction générale de la coopération au développement (DGD).

DE BELGISCHE ONTWIKKELINGSSAMENWERKING **be**

# Dossier

9 - 40

# Banque mondiale, erreur sur la marchandise

## Dossier

9 - 40



# Banque mondiale, erreur sur la marchandise

## La Banque mondiale nous raconte-t-elle de belles histoires ?

La Banque mondiale a un pouvoir d'influence tentaculaire. Les financements de la Banque posent question lorsqu'ils favorisent l'agrobusiness. Finalement, qui décide des stratégies suivies par l'institution ?

9 - 13

## Le musée des horreurs de la Banque mondiale

La SFI (Société financière internationale, plus connue sous son acronyme anglais IFC) est une branche assez ancienne de la BM, chargée d'investir directement dans le secteur privé des pays en développement, en lieu et place de son secteur public. D'évidence la SFI n'est pas regardante sur le type d'investissement qu'elle choisit d'appuyer.

14 - 18

## Les indicateurs de business de la Banque mondiale favorisent l'agro-industrie

L'objectif de Enabling the Business of Agriculture, le nouvel index élaboré par la BM, est d'informer les décideurs sur les réformes qui améliorent le climat des affaires dans le secteur agricole et qui renforcent l'attractivité pour les investissements et la compétitivité des pays.

18 - 21

BELGIQUE

## L'opacité d'une contribution

La participation belge à la Banque mondiale, exercée via un mandat de directeur exécutif au Conseil des administrateurs, est beaucoup trop opaque. On ne sait pas quelles sont les positions défendues.

23 - 26

PÉROU

## Un soutien discutable

Le Pérou est présenté par la Banque mondiale comme un exemple en matière de croissance économique, avec des investissements étrangers qui ont doublé. Mais en adhérant à l'agenda néolibéral de la Banque, le pays a fait face à une augmentation importante des problèmes sociaux et des inégalités.

27 - 29

ÉQUATEUR

## Le divorce manqué

Alberto Acosta, ancien ministre équatorien de l'énergie, explique les raisons pour lesquelles l'Équateur renoue avec la Banque mondiale, après sept ans de rupture.

30 - 33

SÉNÉGAL

## Un projet « inclusif » qui se perd en procédures

En 2014, le projet de développement inclusif et durable de l'agribusiness au Sénégal (Pdidas), financé par la Banque mondiale, a été « vendu » aux paysans comme un vecteur de modernité. Où en sommes-nous en 2016 ?

34 - 38

AFRIQUE DE L'OUEST

## Entre espoir et craintes face aux financements de la Banque

Au Burkina, les paysans craignent que les aménagements de BagréPôle, appuyés par la Banque mondiale, échappent aux petits exploitants au profit de gros investisseurs étrangers.

39 - 40



# Afrique de l'Ouest

## Comment développer la filière du lait local

+

Un article de Claire Stam

Dans une note d'analyse, l'ONG française Gret fait le point sur l'impact des politiques commerciales régionales sur la filière lait local en Afrique de l'Ouest. Avec un premier constat déterminant pour tout le secteur : la filière du lait local et celle de la poudre de lait sont étroitement liées.

**L**es contraintes rencontrées par l'élevage pastoral et agro-pastoral sont encore trop nombreuses pour pouvoir faire l'impasse sur l'importation de la poudre de lait. L'enjeu ne se résume donc pas à choisir entre l'un ou l'autre mais à créer les conditions nécessaires à l'essor de la filière lait local.

### Levier fiscal et investissements, les deux piliers nécessaires

Cela passe par une meilleure protection commerciale du lait local : il est l'un des rares produits dont le niveau de taxation n'a pas été réévalué lors de l'adoption du Tarif extérieur commun (TEC) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Il est resté à un niveau très bas (5% pour le lait en poudre en vrac) alors qu'il s'agit d'un produit essentiel pour la région, qui contribue au dynamisme de l'élevage et à l'alimentation des populations.

Des investissements importants destinés à améliorer la production laitière locale et la collecte en brousse sont nécessaires. Et de manière simultanée. «*Agir sur l'un des deux piliers seulement n'a pas d'impact*», analyse Amel Benkahla, chargée de mission au département «Alimentation et économie rurale» de l'ONG française Gret. «*Des modélisations économiques réalisées par une équipe de chercheurs sénégalais montrent par exemple que des politiques d'investissement public, même très ambitieuses (subvention de 90% du coût d'investissement des centres de collecte en brousse), n'auront aucun effet si on n'atteint pas un niveau de taxation sur l'importation*

*de la poudre de lait d'au moins 15%. Il faut agir sur les deux leviers, simultanément*».

Dans leur note d'analyse, Cécile Broutin, Amel Benkahla et Laurent Levard montrent que si ces conditions étaient réunies, les industriels seraient incités à substituer la totalité du lait en poudre qu'ils utilisent par du lait local collecté au niveau des exploitations familiales du Ferlo (principale zone pastorale du Sénégal) pour la fabrication de lait caillé, sans que cela n'ait d'impact significatif sur les consommateurs (baisse de la consommation de moins de 5%).

### Changer d'échelle, une nécessité pour le développement de la filière lait local

Mais cela suppose de mieux structurer, et donc de revaloriser, toute la chaîne de valeur du lait, de l'éleveur au consommateur, en travaillant aux différents maillons : amélioration de l'alimentation du bétail, de la collecte et des capacités de transformation. Un processus que le Gret recommande comme inclusif, impliquant tous les acteurs de la filière, publics comme privés, locaux comme industriels. Avec la concertation comme principale méthode : «*Nous privilégions la concertation multi-acteurs. Que des accords et positions consensuelles puissent être trouvés et des orientations stratégiques puissent être élaborées ensemble puis diffusées pour un partage équitable de la valeur ajoutée*», précise Cécile Broutin, responsable de programme au département Alimentation et Économie rurale au Gret.

**Il faut appuyer les minilaiteries.**

Et la revalorisation du secteur du lait passe par un changement d'échelle, une nécessité, selon les auteurs de la note, pour que la filière lait local puisse avoir un impact significatif sur le marché national. «*Il faut poursuivre l'appui à l'émergence des minilaiteries, mais ne pas promouvoir forcément que ce modèle*», poursuit Amel Benkahla. Ces petites structures se sont multipliées dans les années 90 et «*font preuve d'une formidable capacité d'adaptation sur les plans structurels et commerciaux*». Elles constituent un modèle particulièrement adapté pour aborder les marchés ruraux et des villes secondaires dans les bassins laitiers, mais elles ont un impact limité sur le marché national: elles ne couvrent actuellement qu'entre 1 et 3% de la demande selon les travaux du Cirad. «*Il est nécessaire d'agir à plusieurs niveaux et de lever les freins qui font obstacle au développement des unités valorisant le lait local*», poursuit la chargée de mission.

Quels sont ces freins ? La note du Gret les classifie en fonction des trois principaux types d'acteurs du secteur de la transformation du lait:

- | **Pour les industries:** difficultés à collecter du lait dans un rayon proche, besoins en approvisionnement élevés, coût du lait local.
- | **Pour les fermes** et laiteries périurbaines: manque d'espace et prix élevé du foncier en milieu périurbain, coûts de production élevé de l'alimentation des vaches laitières, cohabitation difficile entre habitat et élevage, manque de connaissance des investisseurs du secteur d'activité.
- | **Pour les minilaiteries:** irrégularité de l'offre liée à la saisonnalité de la production, accès au marché, compétitivité par rapport aux produits à base de lait en poudre, concurrence avec les femmes vendant du lait caillé, prix élevé du lait cru, coût de collecte élevé.



Revaloriser la chaîne de valeur du lait.

Photo © GRET.

### La laiterie du Berger au Sénégal, un exemple à suivre ?

Autant d'acteurs différents pour répondre à des contextes économiques spécifiques. Car il ne s'agit pas de privilégier un modèle sur un autre, mais de faire preuve de souplesse dans le choix des structures. «*Installer une minilaiterie quand il y a en a déjà plusieurs autour risqueraient de les mettre toutes en difficultés si le marché est limité*», relève Cécile Broutin. «*Il faut tenir compte du marché, de l'offre et des acteurs déjà présents. Différents modèles sont possibles en fonction du contexte.*» Et l'un de ces modèles se trouve être la Laiterie du Berger au Sénégal (voir *Défis Sud* numéro 128). Pour le Gret, cette structure constitue aujourd'hui «*un modèle hybride, entre la mini-laiterie et la laiterie industrielle, dont le modèle économique est encore loin d'être assuré mais qui pourrait constituer une voie d'avenir pour les éleveurs – si une volonté de soutenir les filières lait local venait à se concrétiser*».

Son principal avantage: en comparaison avec les minilaiteries qui achètent entre 50 et 200 litres par jour (quelques-unes vont jusqu'à

jusqu'à 500 litres par jour), auprès de 20 à 30 familles, 50 au maximum, la Laiterie du Berger achète entre 3 500 à 4 000 litres par jour auprès de 600 à 800 fournisseurs selon les périodes qui, sans cette structure, se trouveraient dans l'incapacité de vendre ces volumes faute de marché urbain dans les environs. Pour Cécile Broutin, «*c'est un bel impact*».

## Le Sénégal, un cas à part

Le tableau que dresse la note du Gret ne présente pas une image homogène de la filière lait local en Afrique de l'Ouest. Le Sénégal notamment se distingue par la faiblesse de sa production nationale: «*elle ne couvre qu'un tiers de la demande intérieure alors qu'au Burkina Faso, au Mali ou au Niger, la production couvre la majorité des besoins*», observe Amel Benkahla.

La raison? Le faible appui politique au secteur de l'élevage. «*Jusqu'à présent les politiques ont plus visé à protéger les industries laitières que les éleveurs. Il n'y a pas eu de réelle prise de conscience du potentiel de développement de l'élevage agro-pastoral. Or il est aujourd'hui nécessaire de renforcer les appuis dédiés au secteur, qui reste le parent pauvre des politiques publiques*», poursuit-elle.

Car cette mainmise du lait en poudre a de grandes répercussions notamment sur les consommateurs sénégalais: «*on a perdu le goût du lait local*», relève la chargée de mission. «*Des tests sensoriels à l'aveugle effectués auprès des consommateurs dakarois ont montré qu'une partie d'entre eux ne font plus de différence entre le goût du lait en poudre et du lait local.*» Un constat qui ouvre un autre champ de bataille dans la valorisation du lait local – dans toute l'Afrique de l'Ouest: celui des consommateurs.

## Cibler les consommateurs, travailler sur les dénominations

De fait, les auteurs de la note d'analyse constatent une très mauvaise communication autour de la dénomination des produits qui induit les consommateurs en erreur. Pour y remédier, ils définissent six leviers d'action:

- | **Interdiction** d'utiliser des images et noms qui renvoient à la production locale sur les emballages des produits à base de lait en poudre;
- | **Contrôle des informations** indiquées sur l'emballage des produits à base de lait en

poudre et sanctions (par exemple interdiction d'appeler «lait» de la poudre avec ajout de MG végétales, etc.);

- | **Création et promotion** d'un label «lait local» public au niveau des États ou de la Cedeao pour faciliter le choix des consommateurs;
- | **Promotion des produits** à base de lait local dans les écoles en milieu urbain;
- | **Campagnes d'information** grand public sur la qualité (goût, ingrédients), sur les reconnaissance/appellations des produits, et l'impact de la filière sur l'emploi, revenus ruraux, etc.;
- | **Renforcement des associations** de consommateurs.

## Forte dépendance de la filière lait local à l'environnement commercial

Le rééquilibrage des forces au sein de la filière lait local ne saurait ignorer l'environnement commercial. De fait, il exerce une influence décisive pour la filière laitière. «*Deux changements influenceront possiblement sur les volumes et les prix des produits importés au cours des prochaines années*», souligne Amel Benkahla. «*La fin des quotas laitiers en Europe et la signature de l'Accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne.*»

Et ce, dans un contexte où les marchés intérieurs de l'Afrique de l'Ouest sont très peu protégés. Et donc sensiblement démunis face à une baisse des prix internationaux qui seraient provoquée par la fin des quotas laitiers en Europe. Ces incertitudes provoquent une grande inquiétude en Afrique de l'Ouest.

«*La politique commerciale de la Cedeao fait désormais appliquer dans tous les pays de la zone un tarif extérieur commun (TEC) à 5% sur la poudre de lait en vrac*», poursuit Amel Benkahla. «*C'est ce même taux qui est également prévu dans les APE et qui sera impossible ou du moins très difficile à augmenter après leur ratification pour toutes les importations en provenance d'Europe. Une fois que les APE seront signés, il sera trop tard*». ♦

Une très mauvaise communication autour de la dénomination des produits qui induit les consommateurs en erreur.



# Dossier

## Banque mondiale, erreur sur la marchandise



À la Chambre de commerce américaine, les dirigeants de la Banque mondiale exposent leurs plans.

Photo © Simone Mc Courtie/ Banque mondiale.

# Introduction

MYTHES ET RÉALITÉS DE LA BANQUE MONDIALE CONCERNANT L'AGRICULTURE

## La Banque mondiale nous raconte-t-elle de belles histoires?

Une présentation de Pierre Coopman, rédacteur en chef de *Défis Sud*

En 2016, SOS Faim Belgique lance une campagne intitulée « Tous trompés » qui vise à sensibiliser et mobiliser les citoyens pour que la Belgique revoie sa participation au sein de la Banque mondiale (voir notre article en page 23). Ce dossier de *Défis Sud* vient appuyer cette campagne. Voici quelques éléments d'introduction.

**D**epuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Groupe de la Banque mondiale est une des deux institutions spécialisées des Nations unies émanant des Accords économiques de Bretton Woods (USA) négociés en 1944 afin de mettre en place un système financier international. Deux organismes ont vu le jour au terme de ces Accords: la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Par la suite, ces institutions basées à Washington ont appliqué le dénommé Consensus de Washington, qui désigne une série de recettes standardisées pour venir en aide aux économies en difficulté.

La Banque mondiale devient ainsi essentiellement une institution de développement, dont le mandat est de lutter contre la pauvreté. Les mesures prônées ont souvent été critiquées, puisque les États aidés devaient se plier à des conditionnalités sévères rimaient avec la réduction de leurs dépenses publiques, l'austérité pour les couches sociales les plus pauvres et la promotion d'un secteur privé profitant d'abord aux riches... L'agriculture était le parent pauvre des restructurations proposées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire. Depuis de longues années, les secteurs secondaires (industries) et tertiaires (services) étaient privilégiés

### Le faux tournant de la fin des années 2000

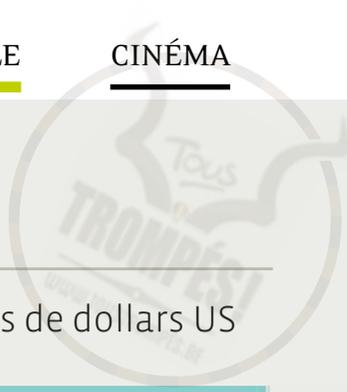
En 2007-2008 la Banque mondiale publie son traditionnel « *Rapport sur le développement dans le monde* ». Celui-ci contient un message qui surprend: « *La promotion de l'agriculture est une nécessité pour le développement.* » Ce rapport donne alors l'illusion que la Banque a changé. Quelques articles de *Défis Sud*<sup>1</sup>, à l'époque, exprimaient pourtant une certaine perplexité. Huit ans plus tard, les déconvenues sont nombreuses. Elles sont résumées dans étude publiée en 2014 par l'Oakland Institute intitulée « *Les mythes de la Banque mondiale sur l'agriculture et le développement* ».

Mais avant de présenter les points essentiels de déconstruction des mythes de la Banque mondiale réalisée par l'Oakland Institute, il convient d'expliquer son pouvoir, sa vision, ainsi que son fonctionnement.

Son pouvoir peut s'illustrer de nombreuses manières. Régulièrement, les observateurs rappellent pour ce faire que les États sont actionnaires et que le président de la Banque mondiale est désigné par le gouvernement des États-Unis en tant que principal actionnaire... *Défis Sud* préfère sélectionner une

<sup>1</sup> La Banque mondiale et l'agriculture, un « Rendez-vous manqué », *Défis Sud* n° 80, novembre-décembre 2007 : [http://www.ired.org/modules/infodoc/cache/files/french/sos\\_faim\\_no\\_80\\_nov\\_d\\_c\\_2007\\_p\\_4\\_et\\_5\\_defi-80-actualites.pdf](http://www.ired.org/modules/infodoc/cache/files/french/sos_faim_no_80_nov_d_c_2007_p_4_et_5_defi-80-actualites.pdf)

L'idéologie de la Banque est résolument libérale.



## Engagements mondiaux du Groupe de la Banque mondiale en milliards de dollars US



Soixante milliards de dollars engagés annuellement.  
Infographie © Marmelade.

comparaison chiffrée éloquent : la Banque mondiale déclare qu'elle engage annuellement 60 milliards de dollars américains de prêts, dons, prises de participations et garanties en faveur de pays partenaires et d'entreprises privées. Les apports nets d'aide publique au développement (APD) des 29 pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) s'élèvent à 135 milliards de dollars américains annuels. Même si comparaison n'est pas raison, puisqu'une partie des contributions des États à la Banque mondiale sont en fait comptabilisés dans les APD, l'on peut néanmoins observer que la masse financière qui transite annuellement par une seule institution afin d'aider les économies en difficulté correspond grosso modo à un peu moins de la moitié de ce que 29 pays parmi les plus riches de la planète mobilisent sur une année avec le même objectif.

La Banque décrit par ailleurs très bien par elle-même sur son site internet<sup>2</sup> la vision qu'elle a de son pouvoir : « Les deux principales institutions de ce qui est connu sous le nom de « Banque mondiale », à savoir la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Bird) et l'Association internationale de développement (AID), ont mobilisé plus de 500 milliards de dollars en 60 ans. Les prêts, d'une valeur de plus de 400 milliards de dollars, ont été financés pour l'essentiel par les investisseurs privés qui ont acheté des obligations émises par la Bird, laquelle a par la suite prêté les fonds provenant de cette vente aux pays à revenu intermédiaire pour réaliser des projets de développement. » Les prêts octroyés depuis plus de soixante ans auraient donc été financés par la puissance démultipliée des action-

<sup>2</sup> « Financements de la Banque mondiale » : <http://web.worldbank.org/>



**Le président de la Banque mondiale est désigné par le gouvernement américain.**

## Si l'appui au secteur public échoue, les investisseurs privés attendent au tournant.

naires privés... Au départ, il s'agit pourtant bien d'argent public. L'idéologie de la Banque est ainsi résolument libérale, orientée vers la confiance dans le secteur privé.

Pour expliquer le fonctionnement de la Banque, il faut retenir son appellation complète: Groupe de la Banque mondiale. Ce Groupe comprend en fait cinq institutions, les deux premières déjà citées, la Bird et l'AID, auxquelles il faut rajouter la Société financière internationale (SFI), l'Agence multilatérale de Garantie des Investissements (Miga) et le Centre international pour le Règlement des différends relatifs aux Investissements (Cirdi).

La Bird et l'AID ont été créés pour lutter contre la pauvreté en apportant des aides, des financements et des conseils aux États en difficulté. La SFI et la Miga sont plus résolument tournés vers la promotion de l'investissement privé... Les principes d'appui au secteur public et de participation de la société civile que l'on retrouve dans la plupart des engagements de l'IDA sont donc toujours susceptibles d'être bouleversés par les initiatives de la SFI. Evidemment, selon l'idéologie de la Banque, il s'agit d'une complémentarité et nullement d'une contradiction.

### La Banque pense à tout...

Sans y prendre garde, l'on pourrait se laisser persuader par le catalogue de bonnes intentions régulièrement affiché par la Banque. Elle dispose d'ailleurs d'une série de procédures de contrôle qu'elle appelle ses «*safeguards*». En 2013, Jim Yong King, président de l'institution, déclarait encore s'inquiéter, «*lui aussi*», des risques associés aux grandes opérations d'acquisition des terres... Son Groupe déclare soutenir les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers élaborés par le Comité de la sécurité alimentaire de la FAO. Il se prévaut également d'avoir été associé à la rédaction des Principes pour les investissements agricoles responsables et d'avoir élaboré le Cadre d'analyse de la gouvernance foncière (CAGF).

À tout le moins, on peut affirmer qu'en jouant sur plusieurs tableaux, la Banque mondiale dispose d'un pouvoir d'influence tentaculaire. Ses fonctionnaires admettent d'ailleurs volontiers, quand ils s'expriment sous le couvert de l'anonymat, que si l'appui au secteur public échoue, ce n'est pas la fin du monde, puis que les privés attendent au tournant...

La *doxa* de la Banque amène ainsi à faire croire qu'elle a pensé à tout et envisagé tous les scénarios. Le Groupe fonctionne donc en diffusant certains mythes sur sa quasi-perfection. Concernant l'agriculture, l'Oakland Institute a démonté ces mythes un par un:

### Mythe n°1: la Banque assure l'accès des agriculteurs à la terre...

D'abord, un exemple de ce qui peut paraître positif. Au Burkina Faso, la Banque finance un projet d'appui à la production agricole dénommé les Pôles de croissance de Bagré. Le projet, commencé en 2011, se termine en septembre 2017. Le budget est de 133 millions de dollars US. Les montants sont engagés par la Bird et l'IDA. L'État est associé, les contacts, implications et consultations des Organisations paysannes (OP) se déroulent. Jusque là tout va bien. Premier bémol: Il n'est pas encore clair si les revendications des OP sont prises en compte. Second bémol: pour les agricultures familiales, d'après leurs témoignages, le soutien à la production n'est pas perceptible. L'essentiel des investissements concerne les infrastructures de mise en marché, pas l'appui aux équipements des producteurs de l'agriculture familiale... Troisième bémol: ces investissements en infrastructures exigent par ailleurs des expropriations mal indemnisées et problématiques en matière de respect des droits fonciers<sup>3</sup>.

Malgré ces bémols, ce type de projet peut être bien perçu. Dès lors, pourquoi, s'interroge l'Oakland Institute, alors que les financements de l'IDA et de la Bird avancent avec de nombreuses imperfections, la SFI, la Société financière internationale, la branche de financement pour l'agrobusiness de la Banque mondiale, encourage-t-elle simultanément des investissements menant vers l'accaparement des terres? «*Sur le pôle de croissance de Bagré, 78 % des terres irrigables sont attribuées à des entreprises sélectionnées via un appel d'offres qui en bénéficient avec des termes préférentiels (baux allant de 18 à 99 ans, exonérations fiscales, etc.) en concurrence déloyale avec des agriculteurs familiaux déjà installés qui se partagent les terres restantes*», explique l'ONG française CCFD<sup>4</sup>. L'Oakland Institute

<sup>3</sup> Conclusions d'une étude réalisée pour SOS Faim par Hamadé Sigue: «Analyse de l'intervention de la Banque mondiale en faveur du développement agricole et son impact réel sur l'agriculture familiale au Burkina Faso» - Rapport provisoire.

<sup>4</sup> Nasan, trois ans après, un bilan désastreux, <http://ccfd-terresolidaire.org/>

note également que la Miga a fait équipe avec la Société américaine de Promotion des Investissements Privés à l'Étranger pour créer un fond de 350 millions de dollars afin d'assurer les entreprises contre les risques politiques de soutenir les investissements agro-industriels en Afrique subsaharienne.

### Mythe n°2 : la Banque s'intéresse aux petits agriculteurs...

En réalité via le site internet *Farm2Firms*, la SFI promeut ouvertement un modèle de titrisation des terres. Le danger de ce modèle est souvent dénoncé par les défenseurs de l'agriculture paysanne, car si les paysans sont amenés à vendre leurs titres suite aux aléas de l'activité agricole, il ne leur restera qu'une seule solution : se faire embaucher comme saisonniers mal payés par ceux-là mêmes qui auront racheté leurs titres...

La Banque met également régulièrement l'accent sur la nécessité d'une révolution productive (semences améliorées, etc.) qui comporte pourtant de nombreux risques environnementaux et socio-économiques. Dans cette optique productiviste, la Banque marche main dans la main avec la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition (Nasan, instaurée lors du sommet du G8 de 2012) et avec la Global Alliance for Climate Smart Agriculture (Gacsa), dont les options productivistes ont été rappelées dans des articles récents de *Défis Sud*<sup>5</sup>. Au Burkina, le projet de Pôles de croissance de Bagré, soutenu par la Banque mondiale, constitue l'un des faire-valoir principaux de la Nasan.

### Mythe n°3 : La Banque appuie le secteur privé pour renforcer *in fine* le secteur public et la bonne gouvernance...

En réalité, les travaux de consultance réalisés pour les États promeuvent systématiquement une libéralisation des pratiques et poussent les gouvernements à se conformer aux instruments mis en place par la Banque mondiale, tels que le « Doing Business » et le « Enabling the Business of Agriculture (EBA) ».

Rappelons par ailleurs qu'en 2014, SOS Faim a rejoint la campagne *Nos terres, notre bu-*



La SFI est tournée vers la promotion de l'investissement privé.

Photo © EQ Roy/Shutterstock.

*siness* pour s'opposer aux pratiques de la Banque mondiale. Celle-ci est-elle dans son rôle lorsqu'elle effectue un classement de pays afin que les entreprises étrangères puissent évaluer les opportunités d'y exploiter les ressources naturelles ? C'est bien ce qu'elle fait en établissant le classement Doing Business, qui favorise l'accaparement des terres au mépris de son impact social et environnemental, et en développant le programme EBA, l'instrument de la Banque mondiale destiné à ouvrir encore davantage les secteurs agricoles.

En 2016, l'argumentaire de la campagne de mobilisation citoyenne « Tous Trompés » de SOS Faim tient en trois points :

1. **Les financements et les politiques** de la Banque posent question lorsqu'elle favorise l'agrobusiness et l'investissement étranger.
2. **La Belgique soutient largement la Banque** (plus grand destinataire de l'aide), sans contrôle ou conditionnalité à l'octroi de ces fonds.
3. **SOS Faim souhaite que la Belgique** revoie les modalités de ses financements à la Banque en exigeant plus de transparence, de cohérence et de contrôle démocratique.

Le dossier de cette édition de *Défis Sud* aborde ces trois points plus en détail. Bonne lecture. ♦

**La Banque mondiale préfère clairement favoriser l'option productiviste.**

5 « Une alliance intelligente face au climat », *Défis Sud* 126, septembre 2015. Debout contre la « Nouvelle Alliance », *Défis Sud* 128, décembre 2015.

# Le musée des horreurs de la Banque mondiale

Contrairement au droit commun des organisations internationales, la gouvernance de la Banque mondiale fonctionne sur le principe du « un dollar une voix ». Ce n'est pas l'égalité souveraine des États qui prime, ni par exemple le poids démographique, mais bien la contribution au capital des États membres, qui sont également « actionnaires ».



Un article de **Antonio Gambini**, chargé de recherche & plaidoyer Financement du développement au Centre national de coopération au développement (CNCd).

Ce système permet une domination sans partage du bloc « atlantiste » ou « occidental » (Europe et États-Unis). Un « gentleman's agreement » formalise cette domination en prévoyant que la présidence de la BM doive revenir systématiquement à un « Américain » (ou « Étatsunien ») et que celle du FMI soit européenne.

Les grandes économies émergentes n'ont de cesse, depuis lors, de demander une augmentation de leur quote-part actionnariale et de leurs droits de vote. Des aménagements en ce sens ne sont accordés qu'au compte-goutte, et ne concernent que très peu les pays les plus pauvres.

« Ne pas nuire », les « *safeguards* »

Pendant les années 1970 et 1980, plusieurs grands projets d'infrastructure financés par la BM, notamment le grand barrage de Narmada en Inde, qui oblige plus de 300 000 personnes à quitter leur maison, provoquent non seulement de fortes résistances locales mais aussi une vague d'indignation dans l'opinion publique internationale.

En réaction la BM élabore dès la fin des années '80 une série de procédures et politiques complexes (appelées « *safeguards* » ou sauvegardes en anglais) dans le but de respecter le principe « *do no harm* » (ne pas nuire). Les procédures et les projets de la BM sont rendus plus transparents, des procédures de consultation et même de recours sont créées au bénéfice des victimes des projets.

La plupart des grandes banques régionales de développement (africaines, européennes, américaines, asiatiques) s'inspirent de l'exemple de la BM pour élaborer leurs propres *safeguards*.

Mais pendant les années 2000, dans l'euphorie du boom des matières premières et face à la concurrence des prêts chinois ou encore de l'action de la banque publique brésilienne BNDES, la pression monte pour que la BM « réforme » ses *safeguards*, afin de permettre à la BM de prêter plus et plus vite. Un large chantier de réforme des *safeguards* est donc lancé en 2010, qui est toujours en cours aujourd'hui.

L'exemple des *safeguards* consacrées aux conditions de travail et aux droits sociaux permet de comprendre les enjeux du débat. La BM propose en effet que les normes fondamentales du travail, issues de huit conventions de l'OIT (Organisation internationale du travail) soient reprises dans les *safeguards*, mais qu'elles ne s'appliquent ni aux travailleurs du secteur public ni aux sous-traitants des clients de la Banque mondiale... Des droits fondamentaux réaffirmés sur papier, mais qui ne s'appliquent, concrètement, à presque personne<sup>1</sup>.

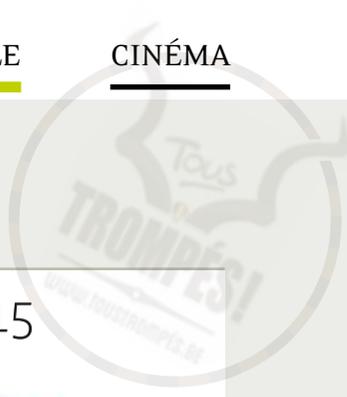
Le « *doing Business Report* »

Depuis 2003, la BM publie un grand rapport annuel, le « *Doing Business* » (faire des affaires), qui classe les pays en fonction de plusieurs indicateurs censés évaluer la facilité pour les entreprises de faire des affaires. Un classe-

<sup>1</sup> Bakvis, P., « Major weaknesses in World Bank's draft labour standards safeguard », ITUC-CSI, septembre 2014, <http://www.ituc-csi.org/major-weaknesses-in-world-bank-s>

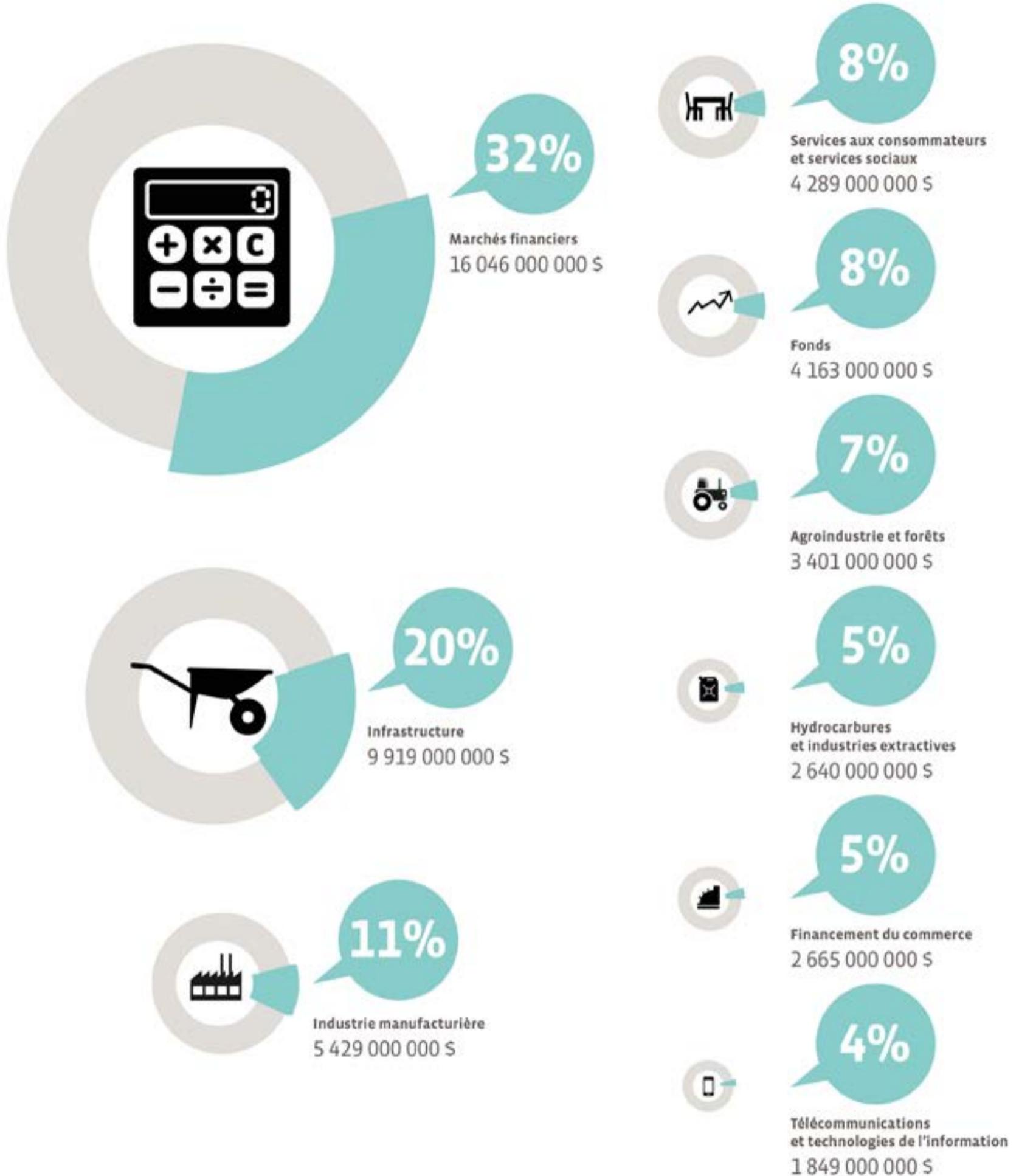
Face aux critiques, la Banque réagit au compte-goutte.





## Portefeuille d'engagements pour le compte de la SFI\* au 30 juin 2015

Total 50 402 000 000 \$ US



\*Société financière internationale

Les marchés financiers occupent quasiment un tiers des engagements de la Société financière internationale.  
Infographie © Marmelade.

ment entre les différents pays (les «rankings») est calculé sur la base de ces indicateurs. Le problème c'est qu'à côté d'indicateurs de bon sens relatifs notamment à la rapidité et à la simplification administrative, deux indicateurs sont clairement biaisés et idéologiques.

Ainsi, l'indicateur «*paying taxes*» (payer des impôts) donne les meilleurs points aux pays qui taxent le moins les entreprises. Les paradis fiscaux, véritables receleurs planétaires de toutes les formes de fraude, évasion et optimisation fiscale, reçoivent donc la médaille d'or du classement de la BM et sont promus comme exemples à suivre. Quant à l'indicateur «*employing workers*» (employer des travailleurs), il considère que toute forme de régulation du marché du travail, toute tentative de création d'un droit du travail, est nuisible et mérite un mauvais point. La mise en œuvre des conventions de l'OIT est donc découragée.

Face aux critiques, la Banque mondiale lâche du lest: l'indicateur «*employing workers*» est soi-disant abandonné (en réalité, il est simplement déplacé vers les annexes du rapport), et l'indicateur sur la fiscalité prévoit désormais un taux plancher arbitraire de 25,7%.

## La branche «secteur privé» de la BM

Fondée en 1956, la SFI (Société Financière Internationale, plus connue sous son acronyme anglais *IFC*, pour International Finance Corporation) est une branche assez ancienne de la BM, chargée d'investir directement dans le secteur privé des pays en développement, en lieu et place de son secteur public. Elle a connu cependant un essor spectaculaire à partir des années 90, qui a ensuite été imité par la plupart des banques publiques de développement multilatérales ainsi que par les institutions nationales, comme la société publique belge B.I.O.

C'est probablement la révolution idéologique thatchéro-reaganienne des années 80 qui explique ce tournant massif dans le financement public du développement: le secteur public étant identifié comme source d'inefficacité, de corruption et de parasitisme, le salut des populations pauvres des pays en développement doit donc obligatoirement passer par le développement du secteur privé marchand, qui mérite de ce fait tout le soutien des politiques de coopération au développement.

D'évidence, la SFI n'est pas particulièrement regardante sur le type d'investissement «secteur privé» qu'elle choisit d'appuyer. L'exemple classique et récurrent est celui de la prolifération d'investissements dans des grands hôtels 5 étoiles dans les pays en développement<sup>2</sup>. Les populations pauvres ne sont clairement pas les premiers destinataires des services offerts, mais la SFI souligne l'impact positif en matière de création d'emplois directs et indirects.

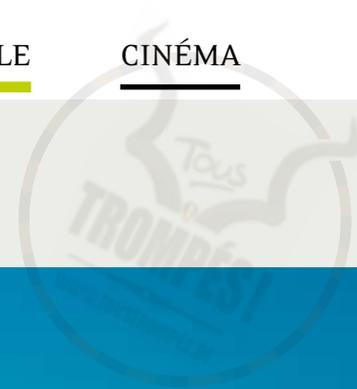
Techniquement la SFI peut soit intervenir directement, par des prêts ou des participations au capital, auprès de l'entreprise en cause, soit passer par des «intermédiaires financiers». Ces investissements «médiés» passent alors par des banques commerciales ou encore par des fonds d'investissement. À première vue cela ne manque pas de logique: pourquoi investir des précieuses ressources «maison» dans la prospection d'opportunités d'investissement, alors que des banques locales ou des fonds d'investissements spécialisés sont mieux à même de connaître le marché et seraient heureuses d'investir, moyennant des modestes commissions, les capitaux de la BM?

Ce «business model» présente cependant plusieurs risques. Dans le cas des fonds d'investissement, notamment ceux spécialisés dans les pays en développement, on constate d'abord qu'ils sont systématiquement établis juridiquement dans des paradis fiscaux (typiquement l'île Maurice, les îles Cayman, Jersey, etc.), prétendument pour des raisons de «sécurité juridique». En réalité il s'agit bel et bien de stratégies d'optimisation fiscale, comme l'a démontré par exemple une présentation de Deloitte relative aux avantages fiscaux des investissements destinés au continent africain passant par l'île Maurice. Le problème par rapport aux pays en développement est que, de la sorte, un des impacts positifs théoriques des investissements SFI, à savoir l'augmentation des recettes fiscales et donc la mobilisation des ressources domestiques pour le développement, est fortement redimensionné sinon annulé.

Le deuxième souci majeur est celui de la transparence. La SFI se refuse en effet, dans la plupart des cas, à communiquer publique-

<sup>2</sup> «Affordable hotels»: IFC's luxury development projects», Bretton Woods Project, septembre 2014, <http://www.brettonwoodsproject.org/2014/09/affordable-hotels-ifcs-luxury-development-projects/>





*Une certaine vision de l'agriculture.*

Photo © Shutterstock/ Fotokostic.

## Les paradis fiscaux reçoivent la médaille d'or.

ment l'identité des entreprises qui sont les destinataires finales de ses investissements transitant par les banques et les fonds d'investissement, au nom du secret commercial.

Bien entendu cette opacité est difficilement acceptable. D'abord il s'agit d'argent public, et empêcher ainsi les contribuables de connaître la destination finale de leurs largesses est problématique d'un point de vue démocratique. La réponse de la SFI est qu'il s'agit d'activités largement autofinancées (par les bénéfices des investissements

antérieurs) qui ne ponctionnent donc pas les poches des citoyens. On rétorquera cependant que les actionnaires de la BM sont des États, et que donc indirectement il s'agit bien du patrimoine des contribuables.

Cette opacité est aussi un obstacle au bon fonctionnement de la redevabilité de la BM. Impossible en effet dans ces conditions, pour la presse, les ONG, les syndicats, les citoyens, de vérifier l'impact réel de ces investissements, il faut croire sur parole les rapports de la BM elle-même.

## La santé privée pour les riches

Un rapport d'Oxfam<sup>3</sup> de 2014 sur le programme « L'initiative pour la Santé en Afrique » de la SFI, financé à hauteur de 1 milliard de dollars, permet de découvrir l'œuvre pernicieuse de la Banque mondiale en Afrique. Ce programme n'a en effet pas pour but d'améliorer l'accès pour tous aux soins de santé mais bien au contraire de développer une offre de soins de santé privée, au bénéfice des élites locales ou des communautés de riches « expatriés ».

On y découvre ainsi qu'« À l'hôpital privé des femmes de Nairobi, (...) le forfait maternité le plus basique, qui coûte 463 dollars, représente trois à six mois de salaire pour une Kenyane moyenne. Une somme supplémentaire de près de 280 dollars est demandée si un obstétricien doit intervenir et plus encore lorsqu'une césarienne est prescrite. L'hôpital déclare prendre en charge les femmes kenyanes aux revenus faibles et intermédiaires ainsi que leur famille, mais le coût moyen par personne hospitalisée s'élevait à 845 dollars en 2011 selon les informations recueillies. Le versement d'une telle somme équivaldrait pour deux tiers des Kenyans à se priver de l'ensemble de leurs revenus ou plus pendant bien plus d'une année », ou encore que « tandis que 14 % de l'ensemble des décès maternels de la planète se produisent au Nigeria, l'Africa Health Fund a investi cinq millions de dollars dans le premier centre de fécondation in vitro (FIV) d'Afrique de l'Ouest, afin de fournir d'excellents traitements contre la stérilité. Un cycle de FIV coûte plus de 4 600 dollars dans cette clinique. »

Bien entendu, la création d'une offre de soins de santé de « luxe » privée et payante en Afrique n'est pas scandaleuse en soi, en tout cas pas plus qu'en Europe ou ailleurs.

Ce qui est problématique est le choix de la BM, institution publique financée par les contribuables et chargée d'une mission de développement et de lutte contre la pauvreté, de financer de tels projets. La dramatique crise de l'épidémie Ebola en Afrique de l'Ouest n'a-t-elle pas démontré au contraire que d'autres priorités existent ?

3 Marriott, A. & Hamer, J., « Investir pour la minorité : L'initiative pour la Santé en Afrique de la SFI », OXFAM, septembre 2014, [https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file\\_attachments/bn-investing-for-few-ifc-health-in-africa-100914-fr\\_1.pdf](https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bn-investing-for-few-ifc-health-in-africa-100914-fr_1.pdf)

## L'enseignement privé pour les pauvres

Les investissements au bénéfice de l'entreprise Bridge International Academies (BIA) au Kenya et en Ouganda, publiquement défendus et promus par Jim Yong Kim, le président de la Banque mondiale, permettent de découvrir un « business model » radicalement différent.

Le marché visé n'est pas en effet celui du segment le plus riche de la population, mais au contraire les habitants pauvres des bidonvilles urbains. Selon la publicité de BIA il s'agirait de garantir un enseignement fondamental de qualité en échange du paiement de la somme modeste de 6 dollars par mois.

En réalité, compte tenu des autres dépenses obligatoires (uniformes, matériel scolaires), il s'agirait plutôt de 9 à 13 dollars, voire même 16 à 20 dollars par mois avec les repas.

Pour la moitié des ménages kenyans, envoyer trois enfants aux écoles BIA représenterait 68 % de leur budget, ce qui menacerait directement leur alimentation (qui absorbe en moyenne déjà 63,8 % des budgets des ménages dans les bidonvilles d'implantation des écoles BIA).

La faim ou l'école pour les enfants, voilà donc le choix auquel sont confrontés les « bénéficiaires » des investissements de la BM. Il est peu probable que cela permette de scolariser les quelque 1 million d'enfants (1 sur 6 !) qui ne peuvent pas aujourd'hui aller à l'école, dans la plupart des cas pour des raisons de coût.<sup>4</sup>

**Oxfam a démontré l'œuvre pernicieuse de la Banque mondiale en Afrique.**

4 « "Just" \$6 a month?: The World Bank will not end poverty by promoting fee-charging, for-profit schools in Kenya and Uganda Response to President Jim Kim's speech from concerned communities and organisations in Kenya and Uganda », mai 2015, <http://globalinitiative-escr.org/wp-content/uploads/2015/05/May-2015-Joint-statement-reaction-to-WB-statement-on-Bridge-14.05.2015.pdf>





AGRICULTURE PRIVATISÉE

# Les indicateurs de business de la Banque mondiale favorisent l'agro-industrie

Un article de **Alice Martin-Prével**,  
analyste politique  
à l'Oakland Institute



Créé en 2002, l'indicateur « Doing Business » de la Banque mondiale note les pays en fonction de la facilité qu'auront les investisseurs d'y « faire des affaires ». Plus de treize ans après son lancement, les données montrent que le classement des États publié chaque année par le Doing Business encourage l'adoption de réformes de libéralisation, de lois en faveur des investisseurs, et la création de marchés fonciers. Dans de nombreux pays en développement, cela génère un cadre législatif et structurel qui facilite l'accaparement des terres.

**E**n 2012, fermant les yeux sur les dommages collatéraux du Doing Business, le G8 a demandé à la Banque mondiale « d'élaborer des options pour générer un index sur la facilité de faire des affaires dans l'agriculture ». Grâce aux financements de la Fondation Bill et Melinda Gates, du Royaume-Uni (DFID), des États-Unis (Usaid), du Danemark (Danida) et des Pays-Bas, le projet « Enabling the Business of Agriculture », ou EBA (auparavant nommé « Benchmarking the Business of Agriculture », BBA) fut lancé en 2013.

L'objectif de ce nouvel index élaboré par la Banque mondiale est d'informer les décideurs sur les réformes qui améliorent le climat des affaires dans le secteur agricole et renforcent « l'attractivité pour les investissements et la compétitivité des pays »<sup>1</sup>. Bien que l'EBA déclare promouvoir une participation inclusive des petits et gros producteurs dans les chaînes de valeur agricole, il favorise amplement les intérêts des grandes entreprises agro-industrielles. Celles-ci profiteront par exemple de réformes prônées par l'EBA pour accroître l'importation d'engrais chimiques et mettre en place des dispositifs permettant

le patentage des variétés de semences développées par le secteur privé. L'EBA considère également comme de « bonnes pratiques » la création de marchés fonciers permettant « d'allouer les terres efficacement » et d'« encourager des investissements qui peuvent accroître la productivité ».

## Déréglementer pour mieux régner

Depuis plus de dix ans, les classements Doing Business de la Banque mondiale contribuent à affaiblir les normes de protection sociales et environnementales des pays au profit du secteur privé. Dans les réformes visées par l'enquête Doing Business, la réduction des taxes sur l'import-export, la diminution des impôts sur les sociétés et la création de guichets uniques pour les investisseurs sont, entre autres, accueillies comme des changements positifs. De même, les pays qui suppriment ou diminuent les impôts sur les transferts de propriété, faisant de la terre une ressource facilement accessible aux riches multinationales, gagnent des places au classement Doing Business.

L'objectif premier du Doing Business est d'informer les gouvernements sur les réformes censées favoriser l'activité du secteur privé

De meilleurs scores à ceux qui importent des engrais chimiques.



<sup>1</sup> Groupe de la Banque mondiale. *Enabling the Business of Agriculture 2016. Comparing Regulatory Good Practices*. Janvier 2016. <http://eba.worldbank.org/reports> (consulté le 5 Février 2016).

## La Banque mondiale ignore l'avis de ses propres experts.

dans leur pays. Cependant, des propositions de lois standardisées, correspondant aux onze catégories étudiées par l'index, ne peuvent répondre aux besoins contextuels de pays dont les caractéristiques économiques et sociales varient considérablement. Au lieu de reconnaître les limites inhérentes à tout indicateur global et de présenter avec prudence les résultats de l'enquête Doing Business, la Banque mondiale fait le pari dangereux de guider les décideurs grâce à ce qu'elle désigne comme son « rapport phare ». De par une vigoureuse promotion du classement annuel, faisant l'éloge des bonnes performances (et stigmatisant donc les 'mauvais élèves' du Doing Business), cette institution de poids dans la réflexion globale sur le développement applique une logique simpliste de comparaison et la concurrence entre les nations. Un panel d'experts indépendants, nommé par le président de la Banque mondiale pour réaliser une évaluation du Doing Business, a souligné dans un rapport publié en 2013 que le classement annuel est utilisé par les investisseurs pour diriger leur capital et contribue à guider les décisions de financement de certains donateurs bilatéraux<sup>2</sup>. Par conséquent, en dépit de ses très fortes limitations, le Doing Business est un levier financier considérable. Ce qui engendre une course à la déréglementation parmi les gouvernements de pays pauvres désireux d'apparaître comme « propices aux affaires » afin d'attirer les flux monétaires étrangers.

### Rôle direct dans l'accapement des terres

En forçant l'ouverture des économies des pays en développement aux investisseurs étrangers, le Doing Business joue un rôle direct dans l'accapement des terres. Par exemple, le Liberia a mis en œuvre pas moins de 39 réformes pour améliorer son « climat des affaires » entre 2008 et 2011. La loi sur l'investissement adoptée en 2010 prévoit notamment des garanties contre l'expropriation des investisseurs et protège leur droit à rapatrier la totalité de leurs capitaux et bénéfices<sup>3</sup>. À la suite de ces réformes, le Liberia a attiré des flux croissants d'investissements



<sup>2</sup> Manuel, Trevor et al. *Independent Panel Review of the Doing Business Report*. Juin 2013. <http://faculty.washington.edu/hgwolff/Doing%20business%20review%20panel%20report%20with%20signatures%20and%20Bibliography.pdf>



<sup>3</sup> Republic of Liberia. *The Investment Act of 2010. Repealing and Replacing the Investment Incentives Act of 1973*. Mai 2010. [http://photos.state.gov/libraries/liberia/328671/pdfs/investment\\_act\\_2010.pdf](http://photos.state.gov/libraries/liberia/328671/pdfs/investment_act_2010.pdf) (consulté le 24 Février 2016).

directs étrangers (IDE). Ceux-ci ont été multipliés par dix, passant de 108 millions de dollars en 2006 à plus d'un milliard de dollars en 2013. Parmi les investisseurs, on compte de nombreux géants de la production d'huile de palme et de caoutchouc : le Britannique Equatorial Palm Oil, le Malaisien Sime Darby et l'Indonésien Golden Agri-Resources, qui ensemble ont acquis plus de 607 000 hectares de terres en seulement quelques années, usurpant les ressources et moyens de subsistance de milliers de paysans.

### Les gouvernements obéissent

En Sierra Leone, la Banque mondiale a guidé une série de réformes pour attirer les IDE. Ceux-ci sont passés d'une moyenne de 40 millions de dollars par an entre 2000 et 2006 à 951 millions de dollars pour la seule année 2011. Des réformes autour de l'enregistrement foncier et la mise en place de procédures accélérées pour la location des terres ont attiré des planteurs de canne à sucre et de palmiers à huile, tels qu'Addax Bioenergy (Suisse), Quifel Natural Resources (Portugal), Caparo (Royaume-Uni) et Sofcin (Luxembourg). En 2011 la Sierra Leone avait loué quelques 508 292 hectares à des investisseurs étrangers<sup>4</sup>.

Malheureusement, un nombre croissant de gouvernements se conforment aux recommandations de la Banque mondiale. Récemment, de nombreux pays tels que le Malawi, le Burundi et le Sénégal, se sont fixé comme objectif politique l'amélioration de leur classement Doing Business. Selon la Banque elle-même, le classement Doing Business a « servi de catalyseur incomparable pour lancer des réformes du climat des affaires »<sup>5</sup>, ayant inspiré environ un quart des 2 100 réformes enregistrées par l'index entre 2002 et 2013<sup>6</sup>.

### Le maintien d'une vision biaisée du développement à travers l'EBA

Inquiet que le classement Doing Business ait largement dépassé sa fonction originale « de production de savoir » pour devenir un outil normatif influençant les politiques natio-

<sup>4</sup> Baxter, Joan. *Understanding Land Investment Deals in Africa: Sierra Leone*. Oakland Institute, 2011. <http://www.oaklandinstitute.org/understanding-land-investment-deals-africa-sierra-leone>

<sup>5</sup> Banque mondiale. *Doing Business in Agriculture, Concept Note*. 2012. [https://urgewald.org/sites/default/files/galerie/bilder/doing\\_business\\_in\\_agriculture\\_concept\\_note\\_world\\_bank.pdf](https://urgewald.org/sites/default/files/galerie/bilder/doing_business_in_agriculture_concept_note_world_bank.pdf)

<sup>6</sup> Groupe de la Banque mondiale. *Doing Business 2014, Understanding Regulation for Small and Medium-Size Enterprises*. 2013. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/16204/19984.pdf?sequence=1>





L'agrobusiness triomphant?

Illustration © Philippe de Kemmeter.

## Classement Doing Business de la Banque Mondiale

nales, le panel d'experts indépendants déjà cité a recommandé dans son rapport de 2013 la cessation totale des classements annuels. Non seulement la Banque a-t-elle ignoré les recommandations du panel, poursuivant la publication des classements Doing Business en 2014 et 2015, mais en plus elle s'est donné le nouvel objectif d'influencer la réglementation des secteurs agricoles à travers le projet EBA.

Publié en janvier 2016, le nouveau rapport EBA attribue des scores de performance à 40 pays à travers six indicateurs : Semences, Engrais, Marchés, Transports, Machinerie, et Finance. La notation des États par catégories satisfait la demande des financeurs de l'EBA qui, suite à une réunion tenue en novembre 2013, indiquaient qu'«un point clé pour le Danemark et d'autres donateurs a été de maintenir un classement des pays couverts [par l'EBA], comme cela est le cas dans le Doing Business»<sup>7</sup>.

Ainsi, l'EBA, à l'image du Doing Business, est en passe de devenir un outil d'évaluation phare. Il est prévu que l'enquête couvre jusqu'à 60 pays en 2016. L'EBA adopte une vision linéaire du développement, imposant l'industrialisation et l'intensification de l'agriculture comme paradigmes de progrès.

L'indicateur octroie de meilleurs scores aux pays qui facilitent l'importation d'engrais chimiques et mettent en place des dispositifs permettant le patentage des variétés de semences développées par le secteur privé. Ceci risque d'accroître la dépendance des producteurs envers des intrants commerciaux coûteux et largement produits par des firmes issues de pays riches. Bien que la Banque mondiale affirme prendre en compte le bien-être des agriculteurs et la protection de l'environnement, le rapport EBA ne mentionne pas une seule fois l'agriculture agro-écologique, qui préserve la biodiversité et les ressources naturelles tout en protégeant la santé et en augmentant les rendements et le revenu des paysans. L'EBA ignore des solutions clés pour soutenir l'agriculture familiale, telles que la réhabilitation et l'amélioration de la produc-



<sup>7</sup> Danida. «Internal Grant Committee Meeting.» Ministry of Foreign Affairs Emb. Washington, 18 Novembre 2013. <http://um.dk/en/~media/UM/English-site/Documents/Danida/About-Danida/Danida%20transparency/Documents/Grant%20committee/2013/Int%20doc/06%20Agriculture%20index.pdf>

tion traditionnelle de semences ou l'introduction de techniques d'agroforesterie et de cultures intercalaires pour régénérer les sols et lutter contre l'érosion et le changement climatique.

En ce qui concerne la terre, la position de l'EBA reprend la théorie du Doing Business selon laquelle la création de marchés fonciers est nécessaire à l'amélioration du climat des affaires. Ainsi, l'EBA défend l'enregistrement des titres fonciers pour créer des marchés où les « transferts de terres (par achat ou location), permettent d'allouer la terre efficacement ». Ceci est bien loin de garantir l'accès à la terre des paysans, promouvant au contraire une privatisation de la terre qui menace l'accès des communautés à des zones communes de pâturages, de forêts ou aux sources d'eau<sup>8</sup>.

Au cours des dernières années, l'accès des paysans à la terre et leur capacité à investir dans le développement de leurs parcelles ont largement été entravés par l'accaparement de celles-ci. Entre 2000 et 2010, on estime à environ 203 millions d'hectares (500 millions d'acres) le total des terres accaparées<sup>9</sup>. En préconisant des réformes pour ouvrir les pays à l'investissement privé et faire de la terre une marchandise commercialisable, l'EBA menace d'accroître ce chiffre et de déposséder encore davantage de communautés rurales.

Les politiques nationales ne peuvent se baser sur les recommandations d'une unique institution internationale, en particulier lorsque ses critères d'évaluation n'ont jamais été approuvés au niveau mondial ou national. La Banque n'a jamais non plus démontré comment ces critères sont des facteurs clés pour réduire la pauvreté, l'insécurité alimentaire et permettre un développement durable.

Au lieu d'encourager la construction nationale de programmes agricoles solides, l'EBA perpétue l'imposition de réformes par la Banque mondiale et les donateurs occidentaux. Il est temps que ces puissances cessent de favoriser les intérêts privés aux dépens des paysans. Les petits exploitants cultivent 80% des terres agricoles et produisent 80%

ENABLING THE BUSINESS OF AGRICULTURE 2016  
TABLE 1.1 Colombia, Denmark, Greece, Poland and Spain score above average in all EBA topics

COUNTRY	SEED	FERTILIZER	MACHINERY	FINANCE	MARKETS	TRANSPORT
BANGLADESH	●	●	●	●	●	●
BOLIVIA	●	●	●	●	●	●
BOSNIA AND HERZEGOVINA	●	●	●	●	●	●
BURKINA FASO	●	●	●	●	●	●
BURUNDI	●	●	●	●	●	●
CAMBODIA	●	●	●	●	●	●
CHILE	●	●	●	●	●	●
COLOMBIA	●	●	●	●	●	●
CÔTE D'IVOIRE	●	●	●	●	●	●
DENMARK	●	●	●	●	●	●
ETHIOPIA	●	●	●	●	●	●
GEORGIA	●	●	●	●	●	●
GHANA	●	●	●	●	●	●
GREECE	●	●	●	●	●	●
GUATEMALA	●	●	●	●	●	●
JORDAN	●	●	●	●	●	●
KENYA	●	●	●	●	●	●
KYRGYZ REPUBLIC	●	●	●	●	●	●
LAO PDR	●	●	●	●	●	●
MALI	●	●	●	●	●	●
MOROCCO	●	●	●	●	●	●
MOZAMBIQUE	●	●	●	●	●	●
MYANMAR	●	●	●	●	●	●
NEPAL	●	●	●	●	●	●
NICARAGUA	●	●	●	●	●	●
NIGER	●	●	●	●	●	●
PHILIPPINES	●	●	●	●	●	●
POLAND	●	●	●	●	●	●
RUSSIAN FEDERATION	●	●	●	●	●	●
RWANDA	●	●	●	●	●	●
SPAIN	●	●	●	●	●	●
SRI LANKA	●	●	●	●	●	●
SUDAN	●	●	●	●	●	●
TAJIKISTAN	●	●	●	●	●	●
TANZANIA	●	●	●	●	●	●
TURKEY	●	●	●	●	●	●
UGANDA	●	●	●	●	●	●
UKRAINE	●	●	●	●	●	●
VIETNAM	●	●	●	●	●	●
ZAMBIA	●	●	●	●	●	●

● Top performing countries, defined as those with topic scores above 85, indicating a high number of good practices in place as measured by EBA.  
● Countries with a score above the sample average in a particular topic.  
● Countries with a score below the sample average in a particular topic.  
● Countries with topic scores below 30, indicating a low number of good practices.  
● Countries with topic scores below 30, indicating a low number of good practices.  
High-income countries—Chile, Denmark, Greece, Poland, Russian Federation and Spain—are not measured under EBA finance indicators (see Topic Data Notes in appendix B).

Classement par pays : points forts et points faibles en fonction des domaines... le tout au profit du business.

Source : Rapport annuel EBA 2016.

de la nourriture consommée dans les pays en développement<sup>10</sup>. Ils sont et resteront donc les garants essentiels de la sécurité et de la souveraineté alimentaire des pays, et les principaux investisseurs et employeurs du secteur agricole. ♦

8 Alden Wily, Liz. *The Tragedy of Public Lands: The Fate of the Commons under Global Commercial Pressure*. Cirad and International Land Coalition. 2011. [http://www.landcoalition.org/sites/default/files/documents/resources/WILY\\_Commons\\_web\\_11.03.11.pdf](http://www.landcoalition.org/sites/default/files/documents/resources/WILY_Commons_web_11.03.11.pdf)

9 International Land Coalition. *Rapport Annuel 2011*. <http://www.landcoalition.org/sites/default/files/documents/resources/ILC.Rapport.annuel.2011.pdf>

10 Fida. *From summit resolutions to farmers' fields: Climate change, food security and smallholder agriculture*. Proceedings of the Governing Council High-Level Panel and Side Events, 2010. [http://www.ifad.org/events/gc/33/panels/proceedings\\_web.pdf](http://www.ifad.org/events/gc/33/panels/proceedings_web.pdf)



BELGIQUE

# L'opacité d'une contribution

+

Un entretien avec **François Polet** du Cetri (Centre tricontinental) et **Virginie Pissoort** de SOS Faim.

Le mandat de la Belgique au sein de la Banque mondiale pose question. Plus d'un dixième du budget belge de la coopération au développement est versé à l'institution, mais personne dans le pays, à part peut-être au Ministère des Finances, ne semble savoir quelles sont les positions défendues par les représentants belges à Washington. Des problèmes de transparence et, plus largement, de cohérence sont dénoncés par de plus en plus d'acteurs de la société civile et de parlementaires.

Comme 187 autres pays, la Belgique est membre du Groupe de la Banque mondiale, l'agence spécialisée de l'ONU (même si très autonome par rapport à cette dernière) qui se présente comme une source d'aide financière et technique pour les pays en développement et dont les objectifs sont de mettre fin à l'extrême pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée. «*De manière globale, le processus décisionnel de la Banque mondiale est très contestable car dépassé: les pays bénéficiaires de l'aide (plus souvent des emprunts) ont un pouvoir d'influence très marginal*», fait remarquer Virginie Pissoort de SOS Faim.

Il faut savoir que «*la Belgique exerce un rôle important au sein de la Banque mondiale; d'abord, par sa contribution financière et, ensuite, par le pouvoir décisionnel qu'elle y possède sur les projets et programmes financés et, de manière générale, sur les politiques promues à destination des pays en développement*», explique François Polet du Cetri: «*ces politiques sont des plus variées allant de la mise en place d'infrastructures à des projets économiques dans les domaines des services, de l'industrie et de l'agriculture en passant par des réformes en matière de gestion publique, bonne gouvernance, etc.*».

## Un rôle particulier

La Belgique verse en fait chaque année environ 130 millions d'euros à la Banque mondiale. Ce montant représente plus d'un dixième du budget de l'agence belge de la coopération au développement, «*cela équivaut à ce qui*

*est donné à toutes les ONG de ce pays réunies*», souligne François Polet. Le pays joue un rôle particulier au sein de la Banque: «*De 2014 à 2018, la Belgique exerce le mandat de directeur exécutif au sein du Conseil des administrateurs, qui est l'organe de décision le plus important*<sup>1</sup>». Il y a au total 25 directeurs exécutifs qui représentent soit un seul pays soit un groupe électoral de plusieurs pays. La Belgique dirige ainsi le groupe électoral dont elle fait partie<sup>2</sup> en la personne de Franciscus Godts. «*Le directeur exécutif belge se situe parmi les 3 ou 4 plus puissants*, continue François Polet, *il a un rôle déterminant dans le processus décisionnel du groupe.*» Théoriquement, chaque pays est libre de transmettre au directeur exécutif ses contributions sur un dossier. Dans la pratique, il le fait uniquement si un point de l'ordre du jour attire son attention. «*Et si les pays ne fournissent aucun apport spécifique, le point est laissé au jugement du seul directeur*», conclut François Polet.

## Mauvaise élève de la transparence

Ce qui gêne beaucoup François Polet, c'est que «*la participation belge à la Banque, exercée via la mission de son directeur exécutif, est beaucoup trop opaque. On ne sait pas quelles sont les positions qu'il défend*». Nom-

1 La Banque mondiale se compose de deux importants organes de décision. D'une part, le Conseil des gouverneurs, instance suprême qui se réunit deux fois par an; et d'autre part, le Conseil des administrateurs auquel le Conseil des gouverneurs a délégué une part importante de ses compétences. Il se réunit deux fois par semaine et prend des décisions sur le financement de projets et sur les documents politiques (politique énergétique, politiques de sauvegardes, etc.).

2 Le groupe auquel la Belgique appartient, nommé EDS10, comprend les 9 autres pays suivants: la Turquie, l'Autriche, la Hongrie, Biélorussie, le Luxembourg, la Slovaquie, la République tchèque, la Slovaquie et le Kosovo.

C'est  
le ministre  
des Finances  
qui gère.

## Ni les parlementaires ni les ONG ne peuvent connaître les options de la Belgique au sein de la Banque mondiale.

mé par le Ministère des Finances, il ne rend des comptes qu'à son administration, «*et le Ministre n'a jamais donné de suite réelle ni aux questions parlementaires qui se sont succédé sur le sujet, ni même à la résolution de la Commission des relations extérieures du Sénat adoptée en 2007 demandant à ce que le mandataire belge soit auditionné au Parlement et à ce qu'un rapport annuel résume les positions défendues par la Belgique à la Banque mondiale*<sup>3</sup>», s'indigne-t-il.

Comment justifier cette situation ? Selon le ministre des Finances, d'une part, la Belgique n'a pas le droit d'exprimer les positions de son groupe électoral et, d'autre part, il serait malvenu de dévoiler ses propres positions qu'elle défend au sein du groupe, car cela la déforcerait dans son rôle de leader et d'arbitre. Mais pour Polet, «*l'argument diplomatique ne tient pas. Rien n'empêche la Belgique de présenter ses points de vue et ensuite de négocier leurs ajustements.*»

Virginie Pissoort complète: «*En fait, les décisions au sein de la Banque mondiale se prennent par consensus. Dans ces conditions, difficile de savoir qui défend quelle position. Mais, il y a de nombreux pays plus transparents que la Belgique. Nous, on se ne sait toujours pas comment se positionne notre pays sur les très controversées politiques de sauvegarde<sup>4</sup> ou sur la nouvelle stratégie de ranking en matière d'agriculture, par exemple...*».

François Polet considère «*la situation invraisemblable: il n'y a pas de possibilité, ni pour les parlementaires ni pour les ONG, de savoir quelles sont les orientations défendues par le mandataire à Washington. Il n'y a que des échos qui, de temps en temps, nous arrivent de façon verbale et très informelle*<sup>5</sup>...» Parce que les contributions belges à la Banque mondiale sont des deniers publics, il faut, en légiférant: «*définir un plan de travail établissant clairement les enjeux prioritaires et les positions de la Belgique et, ensuite annuellement, des auditions des mandataires belges et du ministre en charge devant le Parlement*», recommande le chercheur du Cetri.

3 Proposition de résolution sur la politique de la Belgique concernant la réforme de la gouvernance et des politiques de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, adoptée par la commission du Sénat le 25 avril 2007.

4 Comme rappelé dans ce numéro («*Le musée des horreurs de la BM*»), la Banque mondiale s'est dotée d'une série d'instruments destinés à éviter ou limiter les impacts socio-environnementaux négatifs qui découlent de ses projets. Elle a notamment adopté une série de standards sociaux et environnementaux, appelés «*politiques de sauvegarde*» (*safeguards*).

5 Franciscus Godts rencontre la société civile de façon informelle une fois par an. Mais jamais le Parlement...

Virginie Pissoort acquiesce: «*Quand je vois tous les audits auxquels sont soumises les ONG belges pour vérifier si les fonds alloués respectent bien les lignes directrices de la DGD<sup>6</sup>, je ne comprends pas que le canal qui est le plus financé, c'est-à-dire celui de la coopération multilatérale qui alimente les organismes internationaux (FAO et Banque mondiale en tête), soit lui dépourvu de tout contrôle démocratique!*»

### Un sérieux problème de cohérence

Le risque de non-cohérence entre les résultats des projets menés par la Banque mondiale et les objectifs que se fixe la Coopération belge est pourtant bien réel. On ne compte plus les enquêtes indépendantes, internationales et même internes de la Banque sur la mise en œuvre des politiques de sauvegarde conduisant à des failles systématiques et graves: 3,4 millions de personnes affectées (expulsées de leur logement ou de leurs terres ou privées de leurs sources de revenus) par les projets de la Banque depuis 2004; de 2009 à 2013, 50 milliards de dollars injectés dans des projets classés «*à plus haut risque*» du fait d'impacts sociaux et environnementaux jugés «*irréversibles ou sans précédent*»<sup>7</sup>; constats officiels de reculs importants du projet au regard des standards de droits humains<sup>8</sup>, etc.

Le 4 août 2015, les conclusions du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté pour le Conseil des droits de l'homme des Nations unies venait asséner un nouveau coup en décrivant l'approche de la Banque en matière de droits humains comme incohérente et contre-productive. «*Cette situation est problématique tant pour la Banque (le plus gros bailleur du développement juste derrière l'Union européenne et le plus influent) que pour les pays actionnaires comme la Belgique qui engagent leur responsabilité juridique lorsqu'elles siègent au sein d'organisations internationales*», alerte Virginie Pissoort.

Pour François Polet, «*il faut remettre la cohérence comme critère prioritaire du mandat de la Belgique au sein de la Banque, d'autant*

6 La Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) administre les différents aspects de la Coopération belge au développement.

7 C'est deux fois plus qu'au cours des cinq années précédentes. Ibid.

8 Les inquiétudes suscitées par le processus de révision des politiques de sauvegarde de la Banque mondiale ont amené les 28 rapporteurs spéciaux et groupes d'experts du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à adresser en décembre 2014 une lettre au président de la Banque mondiale. Disponible à <http://www.ohchr.org/Documents/Issues/EPoverty/WorldBank.pdf>



Qui contrôle la Banque?

Photo © joshuamoshartnews.com

*plus que la nouvelle loi adoptée en 2013 fait de la cohérence des politiques pour le développement un des principes majeurs de la coopération belge. Ce critère de cohérence remet au centre les objectifs de développement durable, de respect des droits humains et de travail décent. Il doit, dans les relations avec la Banque, primer sur le géopolitico-diplomatique et sur le financier.»*

Et même au-delà: «Dans notre pays, les ONG, beaucoup d'académiques et certains politiciens aimeraient que la Belgique utilise ce pouvoir d'influence pour faire évoluer une série de choses au sein de la Banque mondiale. Tant que le mandat n'est pas plus transparent, c'est mission impossible», déplore Virginie Pissoort.

### Une situation qui doit changer

Autre problème de cohérence: c'est le ministre des Finances qui gère le mandat belge tandis que les fonds accordés à la Banque proviennent du budget de la Coopération au développement. «Historiquement, cela avait été acté par un arrêté royal de 2001 qui avait pour but de rassembler chez un même ministre différentes responsabilités au sein d'institutions multilatérales à caractère

*financier comme le FMI», explique Virginie Pissoort, «en 2012, on a néanmoins pris en compte cette défaillance et un accord est intervenu entre les deux ministères pour un meilleur dialogue. Mais, en cas de divergence, c'est toujours le Ministre des Finances qui décide in fine...»*

«Cet arrangement d'il y a 15 ans entre partis ne peut plus durer» embraie François Polet, «la Banque mondiale est censée faire du développement et non pas de la rentabilité financière. C'est un métier en soi. Cela demande des compétences spécifiques que l'on retrouve davantage chez les agents du Ministère du Développement que chez ceux des Finances».

Après lui avoir adressé en janvier dernier un avis (indépendant et demandé par le pouvoir législatif) sur le mandat de la Belgique au sein de la Banque, le secteur associatif est à présent en attente d'une réaction du ministre de la Coopération au développement. Sûr que d'ici là, les ONG ne manqueront pas de se tourner vers les parlementaires du pays pour faire évoluer une situation préoccupante. ♦

Propos recueillis par Charline Cauchie

**Une Banque  
incohérente  
et  
contreproductive?**

## Des experts « expertisent » la « cohérence belge »

Logo de la campagne 2016 de SOS Faim Tous Trompés par la Banque mondiale.

Cette campagne plaide entre autres pour un changement du rôle de la Belgique à la Banque mondiale.

Illustration © Globulebleu.



Créé par un arrêté royal d'avril 2014 dans le cadre de la Loi de 2013 sur la Coopération, le Conseil consultatif sur la cohérence des politiques en faveur du développement est composé de chercheurs, de syndicalistes et de membres d'ONG et présidé par Olivier de Schutter (ex rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation). Le Conseil est amené à rendre des avis sur de nombreuses questions ayant des retombées en termes de développement dans les pays du Sud.

Il s'est penché sur la participation belge à la Banque mondiale. L'avis, élaboré en 2014-2015 et adressé le 19 janvier dernier au ministre De Croo en charge de la Coopération au développement, expose plusieurs incohérences, parfois graves, dans les investissements consentis par la Banque ainsi que dans le suivi fait par la Belgique de sa contribution. Le rapport formule trois recommandations majeures :

**Faire de la cohérence** vis-à-vis de ses objectifs de coopération au développement un critère décisif de participation de la Belgique à la Banque mondiale ;

**Rendre les processus de décision plus transparents** pour garantir la cohérence entre les positions défendues par la Belgique au sein de la Banque mondiale et ses engagements nationaux et internationaux ;

**Un transfert de la responsabilité** ministérielle pour renforcer la cohérence stratégique.

La balle est à présent dans le camp du ministre du Développement et, « dans le cadre de cette campagne, nous interpellons aussi le ministre des Finances pour qu'il se positionne et pour qu'un échéancier soit enfin mis en œuvre », explique Virginie Pissoort, « on sent, d'autre part, que ce n'est pas une question prioritaire chez les parlementaires, la Banque mondiale semble si loin de la réalité des Belges. Mais nous allons aussi les pousser à se saisir du dossier. Et pas à travers une question parlementaire une fois par an, mais de façon vraiment récurrente. »

François Polet, du Cetri, ne dit pas autre chose : « Il faut travailler de concert. À ce niveau, le député Dirk Van Der Maelen (sp.a) et les sénatrices PS Olga Zrihen et CD&V Els Schelfhout sont nos principaux alliés et des échanges sont en cours dans le cadre d'une activité publique au sein du Parlement. »

**Affaire à suivre...**



PÉROU

# Un soutien discutable



Rédaction: Sabine Schrader

En octobre dernier, l'assemblée annuelle du groupe de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire international se tenait à Lima. Un choix qui n'était pas anodin : les deux institutions héritières de Bretton Woods cherchent visiblement à présenter le Pérou comme un modèle économique pour l'Amérique latine.

**E**n réalité, pourtant, on est loin du compte : si le Pérou est présenté par la Banque mondiale comme un exemple en matière de croissance économique, avec des investissements étrangers qui ont doublé, passant de 5,5 milliards de dollars en 2007 à 10,2 milliards de dollars en 2013, les conséquences sociales et environnementales des réformes néolibérales successives sont catastrophiques. Et la situation des travailleurs et des agriculteurs frôle la pauvreté dans de nombreuses régions.

## Des conditions sociales en chute libre

Le président actuel Ollanta Humala poursuit la politique de ses prédécesseurs en encourageant privatisations et dérégulations avec pour objectif prioritaire l'augmentation des investissements privés. Une orientation économique qui s'inscrit dans l'optique des réformes des années 90 mises en place par l'ex-président Alberto Fujimori. Ces réformes sont soutenues par la Banque mondiale et par le Fonds monétaire international, dont les prêts n'ont cessé d'augmenter en faveur du Pérou. Entre les années 1990 et 2015, ils sont d'ailleurs évalués à environ 7 milliards de dollars... Dans le même temps, on a constaté un recul important des droits sociaux des travailleurs et une nette progression de la précarité du travail, accompagnée de conflits sociaux toujours plus nombreux, sans parler des désastres d'une telle politique sur l'environnement.

## Un recul des droits des populations indigènes

Depuis l'époque de Fujimori, on assiste à un net recul des droits indigènes, dû notamment à la suppression des lois qui garantis-

saient l'inaliénabilité et l'indivisibilité de leurs territoires. Une réalité pourtant niée par la Banque mondiale, qui n'a pas hésité à louer les actions « *en faveur de l'amélioration des conditions de vie des peuples indigènes* ». Pourtant, depuis 2012, la moyenne de déforestation a doublé pour atteindre les 250 000 ha par an malgré la promesse du Pérou de réduire à zéro la déforestation à l'horizon 2020. Les principales causes de la déforestation sont l'agriculture industrielle, les plantations d'huile de palme, les mines d'or illégales ainsi que l'abattage illégal : 80% du bois péruvien exporté est abattu illégalement tandis que 97% de l'or produit dans la région de Madre de Dios provient des mines illégales. Quant aux leaders indigènes qui ont tenté de défendre leurs droits, ils ont été victimes d'intimidations, de persécutions voire d'assassinats, faisant du Pérou le 4<sup>e</sup> pays le plus dangereux au monde pour les activistes environnementaux<sup>1</sup>. Et pourtant, le gouvernement semble ignorer cet état de fait. Pire, en 2014, un arrangement a été passé, malgré la forte opposition de la société civile. Celui-ci prévoit une diminution des compétences du ministère de l'environnement et limite le délai imparti aux administrations de juger de l'impact environnemental de grands projets économiques, et ce, dans n'importe quel secteur. L'arrangement prévoit également une diminution des amendes aux compagnies qui violent la loi environnementale. Dans le même temps, les projets d'investissements publics et privés dans des projets à large échelle dans les secteurs miniers, ceux des hydrocarbures et de l'agrobusiness se sont multipliés.

**Aucune compensation pour les populations locales.**

<sup>1</sup> Global Witness



## Un soutien indéfectible aux industries d'extraction

En 2014, on estimait que le Pérou devait faire face à environ 200 conflits chaque mois, principalement liés à l'exploitation des mines. Si celles-ci contribuent de façon significative à l'économie à court terme (elles représentent 55,2% du total des exportations du Pérou), leur exploitation entraîne la déforestation, la pollution de l'eau et le déplacement de populations locales.

Une activité lucrative à laquelle n'est pas étrangère la Banque mondiale qui soutient les activités liées au secteur minier: entre 1993 et 1997, l'IFC a fourni des prêts avoisinant les 150 millions de dollars à la société Minera Yanacocha, la deuxième plus grande mine d'or au monde et l'une des sources d'investissement les plus profitables pour l'IFC. Si la mine a créé 2300 emplois, la communauté locale bénéficie cependant à peine de ses activités. Jusqu'à ce jour, la

région du Cajamarca reste l'une des régions les plus pauvres du Pérou.

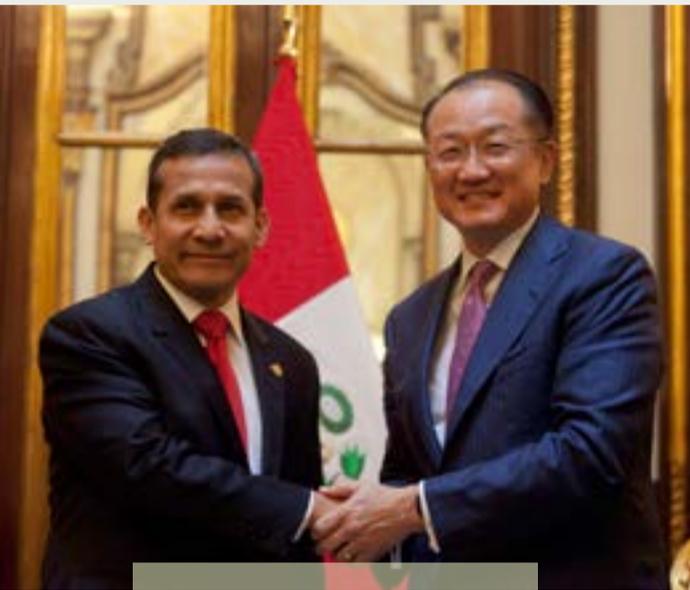
En outre, aucune compensation de terrain n'a été prévue par la compagnie pour les populations locales, alors que des fuites de mercure se répandent dans le sol et les eaux et ont rendu des centaines de personnes malades dans la région, provoquant des tensions de plus en plus vives avec les populations locales, d'autant plus qu'un projet d'extension de la mine pour un montant de 4 milliards de dollars est prévu. Les oppositions au projet ont été violemment réprimées par la police et les forces privées. Malgré cela, le Miga continue à soutenir le projet. Plusieurs plaintes ont été déposées auprès du CAO de la Banque mondiale notamment concernant les problèmes de redistribution de terres et de contamination des eaux. La rupture d'un pipeline a laissé échapper un cocktail toxique de produits chimiques et a contaminé 350 habitants de la région toute proche. Si les plaignants ont obtenu gain de cause, la mine n'a finalement été contrainte à payer qu'une amende de 77 000 dollars en 2013 au lieu des 13 millions de dollars exigés par le ministère de l'Environnement.

Les implications de l'IFC ne se limitent d'ailleurs pas au secteur des mines, mais concernent également le gaz naturel (Mapple Energy), tout aussi controversé pour son impact sur l'environnement.

## La promotion de l'agrobusiness au mépris des petites propriétés

En matière d'agriculture, depuis les années 90, le Pérou a clairement soutenu les projets d'agriculture à large échelle essentiellement orientée vers les exportations. Celles-ci ont dépassé les 5 milliards de dollars en 2014. Les principales cultures exportées incluent le café, les avocats, les asperges, le raisin et l'huile de palme. Pour ce secteur également, on constate un décalage entre l'activité économique et la réalité du pays: le taux de pauvreté des zones rurales excède souvent les 50%. La politique de réforme du gouvernement de Fujimori favorisant les propriétés à grande échelle a fait ressentir ses effets: les petites fermes disparaissent, beaucoup de fermiers se sont retrouvés dans l'obligation de vendre ou de louer leurs terres, suite à la nouvelle constitution adoptée en 1993 libéralisant les mandats terriens et autorisant les activités d'extraction sur les terres communales et agricoles. Cette législation a attiré l'intérêt des investisseurs dans les ressources en pétrole et dans l'agriculture à large échelle tournée vers l'exportation. Dans ce contexte, entre 1992 et 2006, on a comptabilisé 20 085 hectares de ventes de terrain.

Le long de la côte pacifique, l'IFC a investi massivement dans des compagnies pratiquant l'agriculture intensive, et notamment Agroksa. Pourtant, les activités de ces entreprises ont des conséquences environnementales préoccupantes, notamment à cause des forages excessifs pour permettre l'irrigation, qui provoquent des fuites d'eau salée dans les nappes aquifères des terres agricoles, avec *in fine* un risque de pénurie d'eau. Si le ministère de l'Agriculture a décidé depuis 2007 de refuser des licences dans le bassin de la rivière Shira, le groupe Romero, présent dans la région, a néanmoins bénéficié de deux prêts de l'IFC de plusieurs millions de dollars. Ce groupe a rasé 7 000 hectares de forêts amazonienne entre 2005 et 2011 pour ses plantations d'huile de palme et a le projet d'en détruire 23 000 de plus pour étendre ses plantations...



Jim Yong Kim, président de la Banque mondiale, reçu par le président péruvien Humala.  
Photo © World Bank/ Dominic Chavez.



*Le paysan péruvien au service de compagnies ne songeant qu'au profit.*

Illustration © Agathe Dananai.

## Un choix contesté

La position de la Banque mondiale, dont l'action devrait viser à diminuer la pauvreté mondiale, ne peut que susciter la controverse. En effet, le Pérou, en adhérant à son agenda néolibéral, fait face à une augmentation importante des problèmes sociaux et des inégalités. Les petits fermiers qui procurent pourtant 60% de la nourriture de base au Pérou ont été impactés négativement par les politiques gouvernementales successives qui favorisent largement le développement d'une agriculture à grande échelle orientée vers les exportations. Malgré des sols riches

en minéraux, beaucoup de communautés rurales sont victimes des industries extractives et restent extrêmement pauvres, souffrant même pour certaines d'entre elles d'insécurité alimentaire. Leur niveau de vie reste très dépendant des politiques nationales qui abandonnent les ressources du pays entre les mains de quelques entreprises privées.

Et si la croissance péruvienne, très dépendante de ses exportations, amorce un ralentissement (la Chine a notamment diminué ses importations en provenance du Pérou), la violence et les conflits sociaux risquent de continuer à augmenter. ♦

ÉQUATEUR

# Le divorce manqué

Entretien avec **Alberto Acosta**, économiste et homme politique équatorien

L'Équateur a rompu pendant sept années ses relations avec la Banque mondiale. Mais en 2014, l'institution internationale octroie un prêt d'un milliard de dollars « sans condition » à l'Équateur. Alberto Acosta, ancien ministre de l'Énergie, explique ce qui avait changé, le temps d'une séparation et les raisons pour lesquelles l'Équateur entend à nouveau travailler avec la Banque mondiale.

**Défis Sud :** Pouvez-vous nous expliquer pourquoi l'Équateur a arrêté sa collaboration avec la Banque mondiale en 2007 ?

**Alberto Acosta :** Il y avait différentes raisons, une de court terme, de type conjoncturelle, et une autre de long terme, avec des racines plus profondes.

Premièrement la raison pour laquelle le président Correa a expulsé le représentant permanent de la Banque mondiale (BM) de l'Équateur en 2007, est qu'il a accusé l'institution d'avoir exercé un « chantage » sur le pays avec le blocage d'un crédit de 100 millions de dollars en 2005. À cette époque, Correa, ministre de l'Économie et des Finances, avait pris l'initiative d'allouer les revenus supplémentaires générés par la hausse du prix du pétrole à des dépenses sociales (pour l'éducation et la santé) et non au remboursement de la dette. 40% du budget allait alors au remboursement de la dette et 15% à l'éducation et à la santé, Rafael Correa a voulu inverser cette tendance. Cette décision ne convenait pas à la BM et celle-ci a menacé la suspension de son « aide ». Correa a considéré cette situation comme une atteinte sévère à la souveraineté nationale et une démonstration supplémentaire de la manière d'agir de la BM ; à son arrivée à la tête du gouvernement, il a déclaré le représentant *persona non grata*.

Deuxièmement, la raison de fond est celle liée à l'expérience qu'a eue l'Équateur avec les politiques économiques impulsées par la BM et son frère jumeau, le Fonds monétaire international (FMI), qui se sont révélées définitivement nocives pour le pays. Le Consensus de Washington a gravement impacté l'économie équatorienne. Une des propo-

sitions du gouvernement de Rafael Correa, de ladite Révolution citoyenne, a été celle de se libérer du néolibéralisme.

Rappelons, par exemple, que la BM a impulsé une série de changements structurels, dont des lignes de crédit afin d'ouvrir l'économie équatorienne à des extractions minières. Il y a suffisamment de matériel et d'informations recueillies par la commission d'audit de la dette extérieure prouvant que la BM, le FMI, et d'autres organismes multilatéraux ont manipulé l'économie nationale et ont occasionné la crise.

Ces facteurs conjoncturels et globaux expliquent l'isolement de l'Équateur à la BM et au FMI. Je tiens à préciser que l'Équateur restait membre de la BM et du FMI, mais que les prêts étaient suspendus. Je ne sais pas si la mesure la plus adéquate fut seulement l'expulsion du représentant de la BM, mesure symbolique, ou si un réel éloignement de la BM aurait été plus pertinent. Dans tous les cas le gouvernement cherchait définitivement une gestion économique post-néolibérale de gauche.

**DS :** Quelles furent les conséquences pour l'Équateur de son isolement à la BM ?

**AA :** Les conséquences ont été bénéfiques d'une certaine manière car nous n'avons plus eu à suivre les politiques du Consensus de Washington, et ce, grâce à la volonté politique du gouvernement et parce que le pays a pu profiter de hauts prix pétroliers permettant à l'économie équatorienne de se maintenir sans faire appel à la BM et au FMI. L'État a pu retrouver un rôle central dans la gestion de son économie.

## Alberto Acosta

Ancien ministre de l'Énergie et des Mines (2007) et président de l'Assemblée constituante de 2007, au début du gouvernement de la Révolution citoyenne de Correa. Il s'est éloigné du parti de Correa (Alianza Pais) et critique aujourd'hui le gouvernement.

Cependant, la suspension des paiements de la dette externe a été la cause des crises économiques à répétition. Il est certain que le moratoire sur la dette externe de l'Équateur en 2009 a fermé la porte à différentes lignes de financement. Les organismes prêteurs ont perdu confiance en la capacité de remboursement du pays. L'Équateur a trouvé à travers la Chine une bouée de sauvetage et celle-ci devient le premier prêteur du pays. Cette année ils ont signé un accord de prêt d'un montant de 11 milliards de dollars.

Ainsi, l'éloignement de l'Équateur de la BM a permis au pays de s'alléger du poids de la dette et se défaire des impositions de la BM. Mais, cela l'a isolé du marché international.

**DS:** *Qu'est ce qui a pu se développer sans l'appui de la BM? Par exemple: une Banque du Sud a-t-elle vu le jour?*

**AA:** Le problème est que l'Équateur s'est endetté auprès de la Chine. Depuis Correa, la Chine représente le premier investisseur et créancier du pays. Le gouvernement se rend compte vers la fin de l'année 2013, début 2014, que les prêts avec la Chine ne sont plus autant faciles et intéressants. Et, que depuis 2009 et surtout 2010 le gouvernement a eu recours massivement à l'endettement externe pour couvrir le déficit budgétaire et la balance commerciale négative.

Un autre point est que l'Équateur a été libre de pouvoir dépenser son argent. Le pays n'a plus été contraint de suivre les mesures d'austérité budgétaires imposées par le FMI et la BM. Les dépenses publiques ont été orientées vers les programmes sociaux comme l'avait souhaité Correa avant son élection à la présidence en 2007. Ces mesures sociales ont été prises notamment en faveur du travail déclaré, de l'augmentation des salaires, et de divers investissements publics.

À propos d'une Banque du Sud, il y a eu en 2006 le souhait de sa création pour mettre en place une nouvelle architecture financière régionale, mais aussi un Fonds latino-américain de Réserves, un tribunal international sur la dette externe, dans l'idée de renforcer la souveraineté de la région. Les initiateurs de ce projet ont été le Venezuela en premier, puis la Bolivie et l'Argentine, L'Équateur, le Brésil, le Paraguay et Uruguay ont très vite rejoint l'initiative. Le but premier d'une Banque du Sud a été la réappropriation des ressources naturelles et du financement de projets dans



*En Équateur, des citoyens manifestent contre l'agrobusiness.*

Photo © Ammit Jack/ Shutterstock.

les domaines de la santé, de l'éducation, de l'industrie, des infrastructures, et d'améliorer la compétitivité scientifique et technologique, etc. Correa y voyait également la possibilité de se doter d'une monnaie commune. La Banque du Sud a officiellement été créée en décembre 2007 mais au final l'initiative a été ralentie. Ce fut un ensemble de discours et d'initiatives intéressants mais rien n'a été mis en pratique. Non parce que la BM s'y est opposée mais surtout parce que les grands pays comme le Brésil (bien que membre) n'y trouvaient qu'un moindre intérêt, se concentrant plus sur la création de la Nouvelle Banque de Développement des BRICS et considérant que cette banque du Sud serait en concurrence avec sa Banque Nationale de Développement (BNDES).

**DS:** *Comment furent financés le projet du métro de Quito et celui de l'assainissement de la ville portuaire de Manta?*

**Les prêts  
étaient  
suspendus.**



*Alberto Acosta : la Banque mondiale a manipulé l'économie équatorienne.*  
Illustration © Yves Dewulf.



**AA:** Malgré de mauvais rapports entre l'Équateur et la BM, ces deux projets ont été financés après 2007. Mais ces activités sont engagées avec des gouvernements locaux et non avec le gouvernement central.

**DS:** *Pourquoi l'Équateur décide en 2014 de reprendre ses relations avec la BM ?*

**AA:** Je dirais à cause d'une mauvaise gestion économique, parce que Correa gaspille l'argent. Je ne nie pas le fait qu'il y a eu des investissements dans le secteur public, ce qui me paraît très bien. Mais Correa a dépensé beaucoup d'argent et mal. Il y a des œuvres gigantesques qui ne servent pas et qui sont très coûteuses, par exemple la raffinerie du Pacifique, la construction de plusieurs aéroports ou d'autoroutes énormes et très chères. Ou encore des entreprises hydro électriques que j'aurai du mal à critiquer étant donné que j'ai été partie prenante de leur création. Le problème est qu'elles ont été construites simultanément sans savoir à qui vendre l'électricité. Une décennie a été perdue. Les problèmes économiques et la crise de l'Équateur ne viennent pas directement de la chute du prix du pétrole ou de la hausse du dollar, mais de raisons structurelles, et ceci explique le retour de l'Équateur à la BM. L'Équateur a besoin de financement pour compléter ses ambitieux projets hydroélectriques et son souhait de se convertir en exportateur d'énergie propre.

De plus, son isolement des marchés internationaux, lié à la suspension du paiement de la dette en 2009, a coûté cher au pays. Les taux d'intérêts sur le marché obligataire étaient réhabilitaires. J'ajouterai que l'accélération de la chute du prix du pétrole, notamment à partir de 2012, a entraîné le pays dans une situation de crise et l'a obligé à chercher d'autres sources de financements.

Après huit d'ans d'absence, le FMI a réalisé en 2014 un rapport<sup>1</sup>, une analyse de l'économie équatorienne, qui durant des années n'avait pas été produite, ce qui fut nécessaire pour que l'Équateur puisse émettre des bons (obligations) sur le marché international pour un milliard de dollars. Ce rapport, preuve de confiance, a permis au pays de revenir sur le marché international. Cette même année la Banque mondiale double la ligne de crédit que l'Équateur avait, de 500 millions à un mil-

liard de dollars. Ainsi se ferme le traditionnel cycle d'éloignement de l'Équateur des marchés financiers provoqué par le moratoire de 2008. À partir de 2014, le gouvernement a également recours au crédit auprès de Goldman Sachs, il a placé plus de la moitié de son or aux réserves Goldman Sachs contre un prêt de 580 millions de dollars.

Il y a aussi eu un changement d'idéologie de la politique du gouvernement Correa entre 2007 et maintenant. Correa a impulsé ce que j'appelle un type de néolibéralisme « transgénique ». Au début le gouvernement avait dit non aux traités de libres-échanges, et maintenant il revoit ses négociations avec l'Union européenne, il avait dit non aux privatisations mais a quand même privatisé les stations essences de Petroecuador<sup>2</sup> ainsi que la santé de manière indirecte. Il avait dit non à la flexibilisation du travail et il s'appuie sur cette flexibilisation. Il a dit non à l'endettement externe agressif, et il est en train d'endetter de manière agressive le pays et ce surtout depuis 2014; il avait promis plus de transparence dans le maniement de la dette, ce qu'il n'a pas respecté. Il avait dit qu'il ne laisserait pas de place aux mines à ciel ouvert- projets supportés par les politiques néolibérales- et, on observe l'application des politiques extractivistes par le gouvernement Correa. Correa est en train de faire ce que voulait les néolibéraux mais il le fait avec la participation de l'État, c'est pour cela que je définie cette politique de néolibéralisme « transgénique ».

**DS:** *En quoi consiste la nouvelle ligne de crédit d'un milliard de dollars sans condition octroyée par la BM ?*

**AA:** À l'heure actuelle on ne sait pas exactement encore en quoi consiste cette ligne de crédit. Il y a un manque de transparence. Chaque crédit inclut une condition, sauf qu'il nous manque les informations.

**DS:** *Vous ne pensez pas que la crise de 2008 explique le fait que l'Équateur fait appel à la BM ?*

**AA:** Pour moi, la crise de 2008 n'a un impact que très indirect, le retour de l'Équateur auprès de cette institution internationale résulte de l'échec économique du gouvernement Correa. ♦

**Propos recueillis par Bérénice Petit**

<sup>1</sup> La révision annuelle de l'économie des pays membres est établie par l'article 4 des statuts du FMI, il stipule que « chaque membre fournit au Fonds les informations nécessaires à cette surveillance et, à la demande du Fonds, a des consultations avec ce dernier sur ces politiques »

<sup>2</sup> Petroecuador est une entreprise publique d'hydrocarbures qui se charge directement de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures ou parfois en association avec un tiers.

SÉNÉGAL

# Un projet « inclusif » qui se perd en procédures

Un article de Mohamed Gueye

Financé en majorité par la Banque mondiale, le Pdidas est censé permettre l'intégration harmonieuse de l'agrobusiness dans l'agriculture sénégalaise et sa parfaite cohabitation avec l'agriculture familiale. Pourtant, malgré un budget de démarrage assez important, ce projet de développement n'a encore aucun investissement à son actif, alors que des industriels s'installent en l'ignorant royalement.

**L**e projet de développement inclusif et durable de l'agribusiness au Sénégal (Pdidas) a été présenté depuis 2014 par le ministre de l'Agriculture du Sénégal, Papa Abdoulaye Seck, comme le meilleur moyen de faire cohabiter de manière harmonieuse de grands groupes agro-industriels et les exploitations familiales dans les campagnes sénégalaises. M. Seck est de ceux qui se disent convaincus que l'agriculture sénégalaise ne peut donner tout son potentiel qu'avec l'appui des grands groupes agro-industriels. Pourtant, près de deux ans après son lancement, le Pdidas ne peut encore montrer aucun investissement concret, ni aucune exploitation semi-industrielle qui se soit installée sur les terres qu'il lui aurait attribuées. Et les organisations paysannes, comme le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR), ne se gênent plus pour afficher un certain désabusement par rapport aux promesses faites par l'État en ce qui concerne ce projet.

## Éviter les inconvénients

Ainsi, au CNCR, même si les membres du service d'appui technique continuent d'assister régulièrement aux rencontres convoquées dans le cadre du Pdidas, et se retrouvent aux côtés des paysans dans les villages avec lesquels le Pdidas négocie pour obtenir la mise à disposition des terres, il s'agit plus pour eux, d'expliquer aux petits producteurs des villages, les enjeux qui se trouvent derrière la cession de leurs terres, afin que ces der-

niers considèrent de manière raisonnée, les avantages éventuels qu'ils peuvent en tirer, ou en évitent les inconvénients. Mais, à cause des lenteurs dans le processus, Marius Dia, chef du service d'appui technique, a fini par déléguer cette mission à ses collaborateurs directs, lui-même, ainsi que les responsables du mouvement paysan, préférant s'occuper d'autre chose.

Car, si le Pdidas a de la peine à se mettre en œuvre, ce n'est pas du fait d'une quelconque résistance des paysans, bien au contraire. Un membre de cette structure, parlant sous le couvert de l'anonymat, a déclaré pour les besoins de cet article, que dans les 31 villages des régions de Louga et de Saint-Louis, bordant le lac de Guiers, où le projet sollicitait 10.000 hectares des villageois, il s'en est vu proposer le double. Mais, assure l'agent, « ce sont des terres brutes, desquelles il faudrait enlever des cimetières, auxquels l'on ne peut toucher. Ensuite, il faudrait exclure aussi les forêts classées et les réserves naturelles, ainsi que les voies de passage des animaux transhumants. Ce n'est qu'après cela que nous pourrions voir quelles superficies disponibles il nous restera à aménager ». Néanmoins, l'engouement des paysans indique que le message du Pdidas semble jusqu'à présent bien perçu dans les villages cibles.

## Promesses de modernité

Le projet a été « vendu » aux paysans comme un vecteur de modernité. Dans le bilan d'activité de 2015 du projet, il est indiqué que « l'ob-

Il a fallu plus d'un an pour aboutir.



jectif principal (du Pdidas) est de développer une agriculture commerciale inclusive et une gestion durable des terres dans les zones du Lac de Guiers et du Ngalam. À ce titre, le projet va contribuer à lever une masse critique de contraintes par la réalisation d'infrastructures physiques (infrastructures et systèmes d'irrigation et routes d'accès) ainsi qu'en apportant un appui aux institutions et au secteur privé tout au long des chaînes de valeur.» Pour cela, il a pu bénéficier d'un financement global de 86 millions de dollars américains, provenant de l'État du Sénégal, de la Banque mondiale et du Fonds mondial pour l'environnement (FEM).

### Dur au démarrage

La responsable de l'Unité de coordination et de gestion du projet (UCP), la structure exécutive du Pdidas, a invoqué la fatigue à son retour du Salon de l'agriculture de Paris (Sia) pour repousser aux calendes sénégalaises l'entretien qu'elle avait promis d'accorder à *Défis Sud*, et son collaborateur chargé de la communication n'a pas voulu s'exprimer à sa place. Ce qui explique que la version de l'UCP qui est donnée ici, a été tirée des documents comme le bilan des activités de 2015, ainsi que des brochures officielles. Ces documents viennent corroborer la version des leaders paysans qui ont traité avec cette structure. Et on comprend que, même si des villages ont indiqué leur disponibilité à accueillir des investissements importants dans le cadre de l'agrobusiness, les phases d'aménagement des terres et la création des infrastructures de base pour l'accessibilité des terres, font que ces terres aménagées, ainsi que les infrastructures de désenclavement, ne sont pas encore totalement disponibles. «*En fait, même les études cartographiques de ces terres n'ont pas vraiment démarré*», assure une personne de l'intérieur du Pdidas qui s'est confiée à la condition de ne pas être citée, parce qu'elle n'est pas habilitée à parler officiellement au nom de la structure.

Seul le travail de plaidoyer semble avoir vraiment bien avancé. Ainsi, le Pdidas se félicite dans ses documents, d'avoir pu atteindre plus de 3500 personnes dans les campagnes de sensibilisation dans les villages ciblés. «*Nous cherchions à obtenir l'approbation et l'adhésion des populations dans les villages cibles, pour quelles comprennent l'intérêt de collaborer à la mise en valeur de leurs terres, en collaboration avec des investisseurs exté-*

*rieurs*». Et ils assurent qu'à ce niveau, dans les 41 villages ciblés, les populations manifestent de plus en plus d'enthousiasme à accueillir les investisseurs. Alors qu'au CNCR, on semble y croire de moins en moins, bien que l'organisation continue de collaborer avec le Pdidas. «*Nous n'y croyons plus tellement, mais nous ferons en sorte que personne ne puisse venir nous dire que c'est de notre faute si le Pdidas n'a pas donné des fruits*», déclare Marius Dia à qui veut l'entendre.

### Fin de l'idylle

Amadou Kanouté, le secrétaire général de Cicodev Afrique, une ONG ouest-africaine basée à Dakar, dont l'une des spécialités concerne les questions foncières, indique que le Pdidas a été présenté aux paysans d'une manière tellement idyllique que ces derniers étaient impatients à certains endroits, de voir venir les investisseurs étrangers. «*On leur avait fait croire que grâce à l'agro-industrie, ils allaient non seulement avoir accès à l'eau et à l'électricité, mais en plus, ils allaient pouvoir passer à l'agriculture mécanisée et ne plus souffrir des problèmes d'écoulement de leurs récoltes. D'où leur enthousiasme à donner volontairement une partie de leurs terres au projet.*»

Dans les processus du Pdidas, les terres ainsi mises en valeur, et qui auront été emblavées, seraient immatriculées avant d'être louées ou cédées par sous-bail à d'éventuels repreneurs. Ces sous-baux, qui ne sont que des titres de cession provisoire, devraient, dans l'entendement de leurs concepteurs, servir à l'occasion à leurs détenteurs, de garantie pour un prêt, ou même de monnaie d'échange s'ils voulaient se retirer de l'affaire et reprendre leurs billes. Le modèle de sous-bail, qui est une innovation, a été conçu et mis en œuvre avec la collaboration de la Commission nationale de réforme foncière (CNRF), dirigée par un universitaire à la retraite, et ancien ministre, le Pr Moustapha Sourang.

### Trop lourd et tatillon

Toutefois, les terres en voie de recensement n'ont pas encore fini d'être aménagées, et à plus forte raison, attribuées. Le Pdidas indique dans son rapport annuel qu'il a connu beaucoup de retard dans le lancement du processus de réactualisation des plans d'aménagement et d'occupation des sols des communes d'intervention. Mais surtout, il lui a fallu plus d'un an pour faire aboutir

**Le Pdidas a été présenté aux paysans d'une manière tellement idyllique que ces derniers étaient impatients de voir venir les investisseurs étrangers.**



*Les investisseurs sont impatients.*

Illustration © Philippe de Kemmeter.

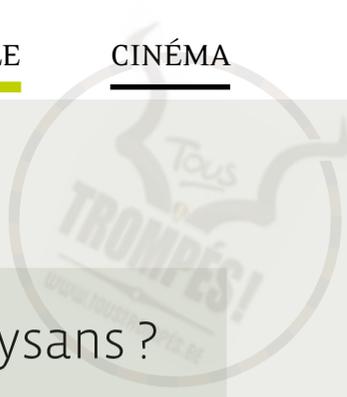
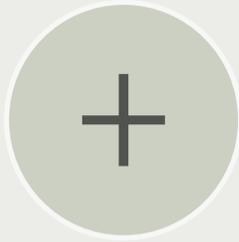
le processus de recrutement de l'Agence de promotion des investissements, qui devrait accompagner tout le processus de mise en œuvre du projet. «*Les procédures des bailleurs de fonds, en particulier de la Banque mondiale, sont trop lourdes et très tatillonnes, et cela nous retarde énormément*», se plaint le responsable interrogé sous le sceau de l'anonymat. D'où la question de savoir si ce retard dans le démarrage des activités du Pdidas, que ses propres rapports soulignent, n'a pas provoqué le désenchantement des éventuels investisseurs.

### Remises de taxes

L'Agence nationale de promotion des investissements (Apix), qui sert d'agence d'exécution du Pdidas en matière de suivi des investisseurs privés, assure que ceux-ci ont choisi de ne pas attendre. «*Ils commencent à chercher ailleurs quand ils se rendent compte que les choses n'avancent pas avec le Pdidas*», assure Mansour Mbengue, l'un des responsables de la communication de

l'Apix. Il ajoute que sa firme a agréé plusieurs entreprises s'intéressant à l'agroalimentaire, qui cherchent des terres dans la région de la Vallée du fleuve Sénégal. Mais d'autres aussi vont directement négocier avec les populations locales et obtenir des terres. Une fois cela fait, ces entreprises reviendront se faire agréer auprès de l'Apix, pour obtenir le statut d'Entreprise franche d'exportation (EFE), qui leur permet de bénéficier de remises de taxes quand elles importent du matériel d'équipement, et de subventions quand elles entreprennent d'exporter.

Une de ces entreprises est la Compagnie agricole de Saint Louis (CASL), à capitaux majoritairement français, mais dans laquelle on trouve des Sénégalais comme partenaires minoritaires. L'un de ces partenaires est le fils aîné d'un ancien président du Sénégal bien introduit dans les milieux religieux, surtout de Touba. La CASL, dirigée par le Français François Grandry a pu obtenir près de 4000 ha dans la zone du barrage de Diama, près de la ville de Saint-Louis, en passant des accords avec les paysans du cru. Toutefois, ces accords



## Pdidas. L'agrobusiness programmé avec les paysans ?



Le dossier de *Défis Sud* sur le Sénégal (n° 123), publié en mars 2015, était déjà largement consacré au Pdidas et à la question foncière.

Il comprenait notamment une interview de Moustapha Sourang, le président de la Commission nationale de la réforme foncière, dont il est également question dans cet article.

### Un projet défendu par le gouvernement

Malgré des critiques formelles à l'égard des projets agricoles de grande envergure lancés par l'ancien président Wade, l'actuel gouvernement sénégalais a défendu le Programme pour le développement inclusif et durable de l'agrobusiness au Sénégal, financé à hauteur de 80 millions de dollars de prêts par l'Association internationale pour développement (AID), une institution du groupe la Banque mondiale (BM), auquel s'ajoute un don de 6 millions de dollars du Fonds mondial pour l'environnement, également partenaire de la BM.

Moustapha Sourang réfute l'idée que le Pdidas puisse mener vers des accaparements de terre, rejetant la faute sur des spéculateurs. Voici ce qu'il déclarait à *Défis Sud* en 2015 : « Il suffit que des gens débarquent de l'extérieur avec des sommes dérisoires... Aucune raison ne justifie de donner 50 000 hectares à une compagnie et de priver les paysans. Ceux qui ont de l'argent, n'ont pas à avoir honte, mais quand vous convoitez des milliers d'hectares vous devez le faire de façon régulière en ne lésant personne. L'État n'est souvent pas informé des nombreuses transactions illégales...

Il va falloir réglementer et accompagner la réforme en mettant en place un observatoire composé de la société civile, des collectivités locales. C'est dans ce contexte que j'ai mis un point d'honneur à rencontrer tous les acteurs. L'ensemble des bailleurs les ONG, les OP, l'ensemble des organisations de femmes et les responsables de l'administration foncière. »

**Le retard  
a provoqué  
des  
désenchantements.**

ne semblent pas avoir vocation à être rendus publics, puisque toutes les parties prenantes se refusent à en parler... Il faut noter que la zone d'implantation de la CASL ne semble pas connaître de mouvement de protestation des paysans concernant des questions foncières. La société veut se spécialiser dans la production du riz et a déjà installé une rizerie. L'usine lui permettra non seulement de décortiquer le riz qu'elle produira, mais également celui des petits paysans des champs alentours. Dans un contexte où le pouvoir politique est disposé à accorder tous les avantages à toute entreprise qui se lance dans la culture du riz, la CASL est particulièrement appréciée par l'État, qui lui a accordé tous les documents

nécessaires pour obtenir un financement important de l'extérieur.

Une autre entreprise agroalimentaire qui s'est implantée dans la zone de la Vallée, sans attendre un quelconque agrément de l'Apix ou du Pdidas, est la West african Farm (WAF). Elle se trouve dans le village de Yamane, dans la zone du Lac de Guiers. Ayant obtenu ses terres après délibération du Conseil rural, l'investisseur qui assure vouloir cultiver des céréales, a néanmoins connu quelques frictions avec les paysans du terroir, parce qu'il aurait obstrué le seul chemin pouvant permettre d'accéder aux eaux du lac, les réservant à son seul profit. Il a fallu de longues

négociations pour que les différentes parties trouvent un terrain d'entente.

### Un Pdidas inébranlable

Toutefois, ces exemples ne semblent pas ébranler le Pdidas. Des agents indiquant que l'organisme ne vise pas ce type d'investisseur. «*Nous nous occupons en un premier temps, exclusivement des entreprises horticoles. Les investisseurs qui voudraient faire autre chose que de l'horticulture ne pourraient pas bénéficier de l'appui et de l'encadrement du Pdidas*», disent certains des agents. Cette orientation, assez paradoxale dans une zone où les pouvoirs publics ont fait de la production du riz la priorité nationale, s'explique toutefois par les succès que remporte la filière horticole sénégalaise. Alors que les chiffres de la production céréalière sont difficilement vérifiables, que l'arachide, dont on a assuré qu'elle a donné une récolte d'un niveau record, est toutefois introuvable sur le marché, les produits horticoles sénéga-

lais font le bonheur des producteurs et enrichissent les exportateurs.

*De plus, les aménagements pour l'horticulture ne sont pas aussi lourds et aussi difficiles à entretenir. Et surtout, l'Apix a un argument-massue. «*Quand on parle d'investisseurs, on ne pense pas qu'aux étrangers. Même des nationaux peuvent et devraient investir dans l'agriculture. Or, les Sénégalais sont plus tentés par l'horticulture, dont ils ont vu les avantages, et qui ne demande pas toujours de gros investissements, par rapport à la riziculture ou à d'autres formes de culture*», assure Mansour Mbengue.*

Mais, même pour s'occuper d'éventuels investisseurs dans ce domaine, il faudra attendre que l'Ucp du Pdidas ait d'abord fini de compléter son personnel et d'acquérir tout le matériel dont il a besoin. Le rapport bilan de 2015 indiquait que le projet ne comptait pas avoir fini tout cela avant la fin de ce premier semestre de 2016. Le délai est quasiment arrivé. ♦



AFRIQUE DE L'OUEST

# Entre espoir et craintes face aux financements de la Banque

Un article de Inoussa Maiga

À Kombissiri, une localité située à une quarantaine de kilomètres de Ouagadougou au Burkina Faso, Antoine Boukougou n'a jamais autant profité de ses productions d'oignon. Après les récoltes, il conserve ses productions dans son magasin d'oignons pour les revendre aux moments où les prix sont intéressants. Ce qui lui permet de réaliser de meilleurs bénéfices. Ce magasin, il l'a construit avec l'aide du Projet d'appui aux filières agro-sylvo-pastorales (Pafasp), financé à plus de 78% par la Banque mondiale.

**D**es appuis de ce type, le Pafasp en a réalisé plus de 3 500 en 10 ans d'activités. Atamana Bernard Dabiré, coordonnateur national du Pafasp, jubile. « C'est déjà quelque chose d'important. 60% des personnes touchées par le projet ont pu augmenter leur revenu de plus de 50% ». « Nous avons contribué à l'aménagement de plus de 2 500 hectares pour la petite irrigation et à la réalisation d'études pour l'aménagement de 2 100 ha à Bagré et 1 500 ha au Sourou pour la grande irrigation ».

## Un syndicat paysan perplexe

Des chiffres, encore des chiffres, qui ne semblent pas convaincre Bassiaka Dao, président de la Confédération paysanne du Faso (CPF). « La majeure partie de ces fonds de la Banque mondiale sont gérés par l'administration publique. Les organisations paysannes ne sont considérées que comme bénéficiaires. Ce qui ne nous permet pas d'évaluer à juste valeur l'impact de ces financements et d'apporter notre contribution », martèle le président de la CPF.

Au Burkina Faso, les financements de la Banque mondiale dans le secteur agricole se sont multipliés ces dernières années. En plus du Pafasp, les investissements concernent le Pôle de croissance de Bagré (BagréPôle), le Projet d'amélioration de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire (Papsa), etc.

En bonne foi, Bassiaka Dao veut bien reconnaître quelques acquis de ces financements. « En tant qu'observateur éloigné car n'étant pas impliqué dans la gestion, quand vous prenez par exemple l'apport du Pafasp dans la filière fruits, il y a eu vraiment des changements en ce qui concerne la lutte contre la mouche de la mangue. Au niveau des producteurs on constate qu'il y a des améliorations dans la diversification des variétés et le renouvellement des vergers. Il y a aussi la connaissance des marchés grâce aux voyages d'études qui sont organisés au profit des producteurs », explique le président de la CPF.

Et ce n'est pas tout. « Au niveau de la transformation, il y a des gens qui ont pu améliorer leur système de transformation grâce à l'acquisition de matériel ultramoderne. Nous estimons que ce sont des impacts positifs puisque cela a permis de créer des emplois et certains acteurs ont pu améliorer leurs conditions de vie. Ils mangent à leur faim, ils envoient leurs enfants à l'école. », se réjouit Bassiaka Dao. Mais tout n'est pas rose : « Le plus souvent, les procédures sont très longues et fastidieuses. Vous déposez un dossier, qui traîne plus de six mois. Au moment où vous n'avez plus espoir on vous appelle pour dire que votre dossier a été retenu. Cela perdure encore jusqu'à ce que vous vous en lassiez », regrette-t-il.

**Les organisations paysannes ne sont considérées que comme bénéficiaires.**



Au Mali, l'Agence de Promotion des Investissements, soutenue par la Banque mondiale, fait sa pub.

Photo © Oakland Institute/Joan Baxter.

Pour sa part, le coordonnateur national du Pafasp assure que les organisations de producteurs sont bel et bien impliquées dans la mise en œuvre du projet. «*Les comités régionaux de sélection des projets à financer sont d'ailleurs présidés par les Chambres régionales d'agriculture*», se défend Atamana Bernard Dabiré.

### Moins d'enthousiasme pour BagréPôle

Considéré comme l'un des plus grands projets de développement hydroagricole et hydroélectrique au Burkina Faso, BagréPôle ambitionne d'aménager environ 50 000 hectares.

«*Nous avons salué cette volonté d'assurer une maîtrise des eaux qui devrait nous permettre aussi de changer de mode de production. Au lieu d'attendre que la pluie tombe, cet aménagement de Bagré devra permettre à des agriculteurs, même s'ils ne sont pas nombreux, de pouvoir produire 12 mois sur 12*», déclare le président de la CPF. «*Mais ce qu'on regrette, c'est que tout est basé sur les financements de la Banque mondiale. Or en réalité, l'État devait d'abord mobiliser des ressources internes et ensuite permettre aux autres investisseurs d'apporter leurs contributions*», ajoute Bassiaka Dao. Néanmoins,

selon lui, même si l'essentiel des financements est assuré par la Banque mondiale, «*les aménagements qui sont faits doivent forcément revenir aux petits producteurs*». «*Un petit producteur qui se retrouve avec cinq ou dix hectares aménagés, ne produira plus pour la subsistance, mais pour l'économie de marché. Ces aménagements doivent permettre à ceux qui sont moins nantis de se lancer dans un processus de professionnalisation*», avance-t-il.

À la CPF, l'on craint que les aménagements de BagréPôle échappent aux petits exploitants au profit de gros investisseurs étrangers. «*BagréPôle au départ était destiné aux petits agriculteurs, mais aujourd'hui on travaille pour les mettre à l'écart. On veut enlever le pain de la bouche des pauvres pour le donner à des gens déjà trop bien nourris*», soutient Bassiaka Dao. Pour se faire entendre, la Confédération paysanne du Faso fait un pari sur le dialogue et le plaidoyer «*On ne peut pas s'opposer à un État, mais on peut toujours tirer la sonnette d'alarme pour dire : attention il y a danger. C'est ce que la CPF est en train de faire. Si on doit mettre à l'écart une majorité pauvre pour faire venir d'autres acteurs, que deviendront ces personnes mises à l'écart ? Ils plongeront encore plus dans la misère. On a déjà des prémices avec le développement du grand banditisme*», conclut-il, inquiet. ♦

**Le plus souvent, les procédures sont longues et fastidieuses...**



# « Demain », ou l'apologie du passage à l'acte

Rencontre avec Cyril Dion

Difficile de passer à côté du phénomène *Demain* : le film a dépassé les 70 000 entrées et poursuit sa progression. En Belgique et ailleurs. Avec, pour clés de son succès, un ton résolument positif et une série d'outils pour passer à l'acte et réussir la transition de nos sociétés. Dans tous les domaines.

**C**yril Dion, le réalisateur du film et cofondateur du mouvement Colibris avec Pierre Rahbi, était de passage à la Foire du Livre de Bruxelles en compagnie de Emmanuel Druon (1), directeur de Pocheo et créateur du concept de l'écolonomie. Ils ont commenté des extraits du désormais célèbre documentaire, mais pas seulement : tous deux dédicaçaient chez Actes Sud dans la collection

Domaine du Possible leurs opus respectifs. (2) Car *Demain* s'accompagne d'une série d'outils pour permettre au spectateur d'aller plus loin et de participer à son tour aux initiatives décrites tout au long du film, visant à créer un nouveau projet de société.

## Un documentaire en forme de road movie

Tout le monde connaît les urgences et les défis climatiques et environnementaux auxquels l'humanité est désormais confrontée. Mais la conscience de leur imminence ne suffit pas. Cyril Dion, le réalisateur du documentaire, fait largement référence à l'essai de Nancy Huston, *L'espèce fabulatrice*, en évoquant l'indispensable rôle de l'imaginaire pour l'homme : « Des études aujourd'hui montrent que lorsqu'on arrive avec des nouvelles chargées de "catastrophes", il faut absolument les accompagner de nouvelles positives, pour donner la possibilité de créer un imaginaire. Les êtres humains sont les seuls à savoir qu'ils vont mourir et à se fabriquer des histoires à longueur de journée. Il nous fallait donc créer un nouvel imaginaire, à travers le film, et ne pas se limiter à proposer des solutions. Le film, en racontant une histoire, suscite des émotions et s'adresse à cette partie irrationnelle qui est en nous, cette partie qui nous fait bouger en tant qu'êtres humains. Après, on décrit aussi des solutions, mais en les reliant les unes aux autres, on raconte une vraie histoire. » Celle de la possibilité d'une autre société. Racontée sur le mode du road movie, avec des rencontres, des découvertes et des voyages, aux quatre coins de la planète.



## Et en Belgique ?

En Belgique, une dizaine d'endroits pratiquent la permaculture, dont le Jardin des Fraternités Ouvrières à Mouscron, mais aussi six fermes autour de Bruxelles. Certaines organisent même des formations à la permaculture, une pratique résiliente qui s'inspire du fonctionnement de la nature et de sa capacité à créer des écosystèmes harmonieux où toutes les espèces cohabitent. Pour poursuivre la démarche de Cyril Dion d'impliquer chaque citoyen, les initiatives en Belgique sont légion : le Mouvement d'action paysanne privilégie un retour à des pratiques éthiques et durables et forme les professionnels au retour à une « petite paysannerie » en favorisant l'agroécologie.

Dans les villes, les fermes urbaines se multiplient. À Bruxelles, la Ferme du Chant des Cailles produit des légumes et pratique l'élevage de brebis laitières qui permettent la fabrication de fromage. La ferme agroécologique de Neder-over-Heembeek alimente en filière courte depuis 2013 une quarantaine de familles. De belles initiatives de vergers collectifs et de potagers partagés voient le jour, tandis que l'ASBL Worms organise des formations à l'art du compostage pour une consommation zéro déchets.

Pour une approche plus généraliste de l'art de consommer autrement, rendez-vous sur le site du réseau des consommateurs responsables, qui propose une carte des initiatives en matière de consommation par région. Autour de Bruxelles, elles sont un millier, du GAC (groupe d'achat à un producteur local), au partage des savoirs, à l'échange de services sans argent, en passant par les repair cafés ou les donneries.

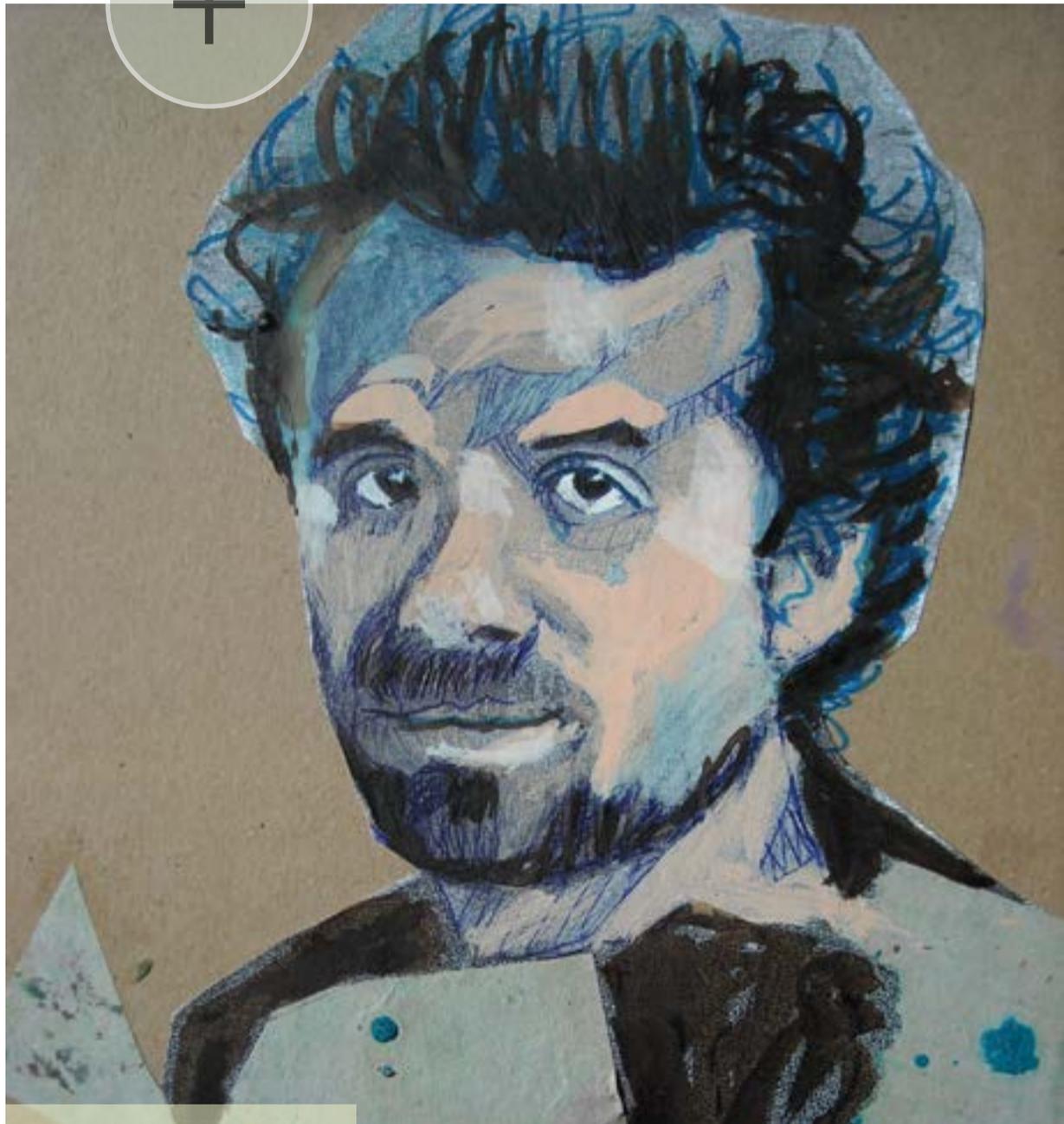
«Chaque confrontation à de nouveaux obstacles nous obligeait à chaque fois à repartir sur la route, à enquêter plus loin, c'était notre progression dramatique», explique le réalisateur, soucieux de faire de son film un récit joyeux et positif, loin de la présentation un peu pontifiante de certains documentaires.

## De l'agriculture à la démocratie, tout se tient

«On est donc parti de l'agriculture, explique Cyril Dion, car c'est la base de toute civilisation. Puis on s'est rendu compte que l'agriculture est complètement dépendante du pétrole. La plupart des États ne font pas la transition énergétique car ça coûte "trop cher", plusieurs d'entre eux étaient endettés. On s'est alors questionné sur cette dette, essayant de comprendre comment mettre l'argent au service de la transition énergétique. Et quand on s'est intéressé à l'économie, on s'est rendu que la finance avait pris le pas sur la démocratie. Il fallait alors nous plonger dans les modèles démocratiques pour savoir comment réinventer un système qui reprenne le pas sur la finance. Pour cela, il faut que les citoyens soient très impliqués dans la vie politique. On s'est donc intéressé à des modèles de démocratie participative. Mais pour que les citoyens s'impliquent dans la vie politique, il faut qu'ils soient éduqués dès leur plus jeune âge à la démocratie. On s'est donc intéressés à des systèmes éducatifs alternatifs. La boucle était bouclée.» Et c'est ce qui fait la force du film: l'évocation du lien entre des thématiques apparemment scindées et qui donne l'assurance que, quel que soit son domaine, chacun peut y exercer sa citoyenneté.

### Un parcours initiatique, de thématique en thématique

Démarrant sur la thématique de l'agriculture, le film évoque le succès du mouvement des Incroyables Comestibles, en Angleterre, ses bacs d'herbes aromatiques, ses fruits et ses légumes à disposition de la population. Plus largement, c'est le mouvement de la transition qui y est décrit, qui part de l'idée de devenir autonomes par rapport à l'alimentation et au pétrole en créant des endroits résilients capables d'encaisser les chocs du futur, tels que le réchauffement climatique ou le manque de pétrole. Du potager collectif, à l'expérience de la permaculture en Normandie, le film nous balade entre belles rencontres avec des citoyens qui ont décidé,



Cyril Dion, écrivain, réalisateur, poète et activiste français.  
Illustration © Yves Dewulf.

**Le mouvement de la transition part de l'idée de devenir autonomes par rapport à l'alimentation et au pétrole en créant des endroits résilients.**

à un moment donné, de se retrousser les manches, rejoints par d'autres, réalisant un nouveau type d'agriculture de circuit court, réhabilitant non seulement la biodiversité, mais aussi le lien social. Le deuxième thème aborde la problématique énergétique en décrivant quelques expériences – dont celle de Copenhague – qui partent d'une démarche citoyenne qui vise à changer les modes de déplacement dans la ville. Après un petit détour par les alternatives en matière d'énergies renouvelables, retour en France, chez Emmanuel Druon, directeur de Pocheo et fondateur de l'«écologie». L'entreprise, qui fabrique des enveloppes, dispose d'un toit végétal qui récolte l'eau de pluie, de panneaux solaires, du bois de la forêt où, à chaque fois qu'un arbre est coupé, on en replante quatre, de déchets de bois qui servent à se chauffer, de navettes électriques pour



*A Détroit, aux USA, des potagers ont vu le jour pour permettre aux populations de devenir autonomes d'un point de vue alimentaire.*

Photo © Demain, Maly Production.

amener les travailleurs à la fabrique, d'encres à base de pigments naturels, sans métaux lourds, ... Une entreprise zéro déchets qui fait des émules et qui montre que économie et écologie ne sont pas contradictoires. Une forme d'économie symbiotique, véritable alternative aux modèles économiques que nous avons connus jusqu'à présent.

### La naissance d'une nouvelle économie, entre utopie et réalité

Cyril Dion ne s'arrête pas là. Il part à la rencontre de Rob Hopkins, le fondateur du mouvement Villes en transition et instigateur des monnaies locales, qui explique leur raison d'être: ces monnaies restent dans le circuit local au lieu de le quitter pour grossir la finance internationale. L'argent, en restant sur place crée trois fois plus d'emplois. Mais est-

il encore possible de sortir de la toute-puissance de la finance? Petit détour par l'Islande, qui a réussi à sortir de la crise de 2008 grâce à une mobilisation citoyenne sans précédent qui n'a rien concédé aux banques. Le film se conclut sur l'importance de l'éducation à la participation démocratique en nous faisant visiter une petite école scandinave où professeurs et élèves coopèrent... et mangent local, ensemble, à la cantine. CQFD. ♦

#### Propos recueillis par Sabine Schrader

1 Emmanuel Druon, Rob Hopkins, *Economie*, Domaine du Possible, Actes Sud, 2016. Emmanuel Druon, entrepreneur près de Lille a entamé depuis 17 ans la transformation de Pochecho pour réduire son empreinte écologique au maximum. C'est le récit de ces 17 années que raconte son livre.

2 Cyril Dion, *Demain, un nouveau monde en marche*, Domaine du Possible, Actes Sud, 2015. Cyril Dion, Mélanie Laurent, Vincent Mahe, *Demain, les aventures de Léo, Lou et Pablo, à la recherche d'un monde meilleur*, livre CD, Actes Sud Junior, novembre 2015.

**Une forme  
d'économie  
symbiotique,  
véritable  
alternative  
aux modèles  
économiques  
existe déjà.**

**CAMPAGNE 2016 DE SOS FAIM**

**WWW.TOUSTROMPÉS.BE**



**Tous  
TROMPÉS!**